front rouge

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

N° 144 — 20 FEVRIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 — 2,00 F

le changement de Giscard:

DES IMPOTS PLUS LOURDS EN 1975 !

Contre toute attente, les majorations qui avaient été appliquées en 1974 au premier tiers provisionnel, n'ont pas été reconduites en 1975. Mais après les 16% de hausse des prix en 1974 (indice gouvernemental, dans les faits au delà de 20%), Fourcade n'a pas à espérer de remerciements de la part des travailleurs. Surtout pas de ceux qui, par dizaines de milliers, ont été au chômage en 1974, sans parfois la moindre allocation et qui doivent pourtant avancer à l'Etat le tiers de l'impôt payé en 1974, au prix d'énormes sacrifices.

Il y a peu de nouveautés dans l'impôt 75. Ainsi, bien sûr, quelques gadgets qui ne coûtent rien, comme Giscard nous y a habitués, pour faire croire que quelque chose aurait changé. Dorénavant les épouses sont invitées (mais cela n'a rien d'obligatoire) à signer les déclarations à côté de leur mari. De nombreuses femmes, c'est vrai, réclament la possibilité de signer des papiers à la place de leur mari, ce qui leur éviterait beaucoup de temps perdu et de démarches inutiles. Car ce sont bien souvent elles, et Giscard ne semble pas le savoir, qui tiennent les comptes du ménage ! Mais il ne s'agit pas de cela : ce n'est pas la double signature qui abaissera le montant des impôts !

Le deuxième gadget, c'est l'imprimé de déclaration des revenus à domicile, pour la moitié des contribuables, il n'y a en l'affaire aucune sollicitude de la part de Fourcade, il s'agit tout simplement de faciliter l'automatisation, par ordinateur du calcul de l'impôt !

L'IMPOT PLUS LOURD QU'EN 74

L'impôt sur le revenu n'a guère changé dans la forme. Ce qui ne l'empêche pas d'être en 1975 plus lourd et plus injuste qu'en 1974. Les faveurs du gouvernement pour les compagnies pétrolières, dénoncées en 74 par un rapport parlementaire, ne bénéficieront naturellement pas aux travailleurs.

Il l'est automatiquement pour les travailleurs dans la mesure où les tranches du barème n'ont été relevées que de 12%. Comme la hausse des prix a été en 1974 de 16%, selon l'indice officiel, un travailleur non imposé en 1974 et dont le salaire a augmenté de 14%, par exemple, (c'est à dire a diminué compte tenu de la hausse des prix) pourra très bien franchir le seuil d'exonération et venir grossir les rangs des contribuables. C'est par ce processus que de 1962 à 1972 le pourcentage de salariés imposés est passé de 42% à 72%. Naturellement pour ceux qui étaient déjà imposés la note à payer sera encore plus lourde cette année.

LA MYSTIFICATION DE LA «JUSTICE FISCALE».

En effet, la soi-disant «égalité de tous les citoyens devant l'impôt», inscrite sur le papier par la loi, est fondée sur la progressivité de l'impôt sur le revenu : les tranches inférieures sont taxées à 5%, les tranches supérieures à 60%.

▶ Dans les faits cette «progressivité» ne veut pas dire grand chose. Car il existe toute une série de dispositifs mis en place par le législateur pour réduire l'impôt des contribuables «aisés» (voir encart). Et ces dispositifs sont naturellement toujours en place bien rodés pour l'impôt 1975. Le gouvernement a même trouvé un moyen d'en ajouter un nouveau au goût du jour : des déductions sont permises aux locataires et propriétaires qui ont fait des travaux dans leur logement pour économiser l'énergie de chauffage. Voici une mesure qui ne s'adresse certes pas aux petits contribuables : qu'on se rappelle l'interview télévisée de ce jeune ingénieur devant sa maison fraichement construite, qui expliquait les investissements qu'il avait fait pour améliorer le rendement de son système

Suite en page 2

▶CTA : LES TRAVAILLEURS PRENNENT EN MAIN LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

p 4

Les travailleurs de l'usine CTA se dirigent vers le Palais des Congrès.

▶la réforme sudreau: un maquillage de l'entreprise capitaliste mal réussi

p 4-5

▶appel pour la constitution d'une association d'anciens résistants pour la révolution prolétarienne

appel d'André Roustan, président du PCR (ml) et d'anciens résistants, membres du PCR (ml) p 7

le changement de Giscard :

DES IMPOTS PLUS LOURDS

EN 1975 !

Suite de la page 1

de chauffage central. Comme si tout le monde pouvait en faire autant !

▶ Bien sûr il y a toujours des défenseurs des privilèges bourgeois pour trouver l'impôt de plus en plus juste, Fourcade en tête, qui affirme que la totalité des revenus doit être taxée de la même manière, et qui fait gorges chaudes sur la mise en place «d'un véritable rouleau compresseur» de la vérification et des contrôles pour combattre la fraude fiscale. Comme si la majeur partie de cette «fraude fiscale» n'était pas déjà institutionalisée !

Cette vaste campagne sur la fraude fiscale ne vise-t-elle pas plutôt à préparer les esprits à la mise en place d'un système de la retenue à la source, moyen rêvé de faire passer en douceur les hausses des impôts (le patron retiendrait chaque mois les impôts sur la paie). Cela expliquerait aussi son souci de simplifier, d'automatiser au maximum le calcul de l'impôt et de généraliser la mensualisation.

▶ Mais de toutes façons, et c'est là l'essentiel, on ne voit pas ce qu'il y a de commun entre l'impôt d'un dirigeant d'entreprise et de celui d'un de ses ouvriers, tous deux imposés au titre de «salariés». Certes le dirigeant paiera vraisemblablement plus d'impôt que son ouvrier, mais en quoi cela serait le symbole d'une quelconque justice fiscale. D'un côté, l'impôt payé par l'ouvrier, c'est une forme déguisée de l'Etat pour rogner encore son salaire, pour s'approprier une part nouvelle de plus-value sur le travail de l'ouvrier, en plus de celle que s'approprie déjà le patron. D'un autre côté l'impôt payé par le dirigeant d'entreprise, ce n'est nullement, comme il le prétend, une part du fruit de son travail qui irait à l'Etat, parce que le salaire de ce dirigeant d'entreprise ne provient pas de son travail mais du travail des ouvriers, de la partie de ce travail qu'il s'approprie et ne leur paie pas. Et l'impôt de ce dirigeant d'entreprise signifie simplement qu'il confie à l'Etat capitaliste une partie de cette plus-value produite par les ouvriers et qu'il s'est appropriée. On le voit en régime capitaliste, la soi-disant justice fiscale ne signifie rien.

L'IMPOT SUR LES SOCIETES RAPPORTE MOITIE MOINS QUE L'IMPOT SUR LE REVENU

Bien sûr il existe un impôt sur les sociétés - 50% des bénéfices en théorie - mais à y regarder de plus près n'est-ce pas encore la classe ouvrière qui le paie, n'est-ce pas elle qui produit par son travail les profits que s'approprient les patrons ?

De toutes façons en admettant un instant, comme le font les économistes bourgeois, qu'il existe des «revenus du capital» indépendamment de l'exploitation de la classe ouvrière, l'impôt sur les sociétés ne représente qu'une part ridicule (12,2%) des recettes de l'Etat. On sait que les sociétés pétrolières, dans le même temps qu'elles réalisaient, à la faveur de la «crise du pétrole», de fabuleux profits, n'ont pratiquement pas payé d'impôt. Mais c'est le cas de près de la moitié des entreprises françaises, soi-disant déficitaires !... à moins qu'elles ne paient un forfait de 1000 F remboursable ! Mille moyens existent en effet à la disposition des entreprises pour ne pas payer d'impôt, qui vont des manipulations financières des holdings aux exonérations pour risque de hausse des prix (voir encart).

A QUI PROFITE L'IMPOT

Interrogez Fourcade, il vous répondra que le budget de l'Etat doit être **«un instrument de lutte contre l'inflation, de maintien de l'emploi et d'amélioration de la justice sociale»**.

Voilà des paroles traditionnelles dans la bouche de la bourgeoisie, mais qui avec la crise qui se développe sont démenties de manière encore plus criante que d'habitude.

▶ l'impôt un **«instrument de maintien de l'emploi»**! alors qu'au moment même où l'état faisait à Citroën un cadeau d'un milliard, 2500 travailleurs n'en étaient pas moins promis au licenciement sans compter les travailleurs sous contrats ou les intérimaires qui ne sont même pas comptés. Que l'on sache que ces mesures de licenciement n'ont même pas été reportées.

▶ l'impôt **«un instrument d'amélioration de la justice sociale»**, alors que les dépenses prévues en 1975 sur le budget en matière de logements sont en régression par rapport aux dépenses de cette année. Moins de HLM, moins d'écoles... alors que l'on connait les besoins pressants en la matière !

En fait de tout temps le budget de l'état, au-delà des miettes pour consentir quelques améliorations aux travailleurs, aux retraités..., sert avant tout à redistribuer aux capitalistes, en fonction de certains choix économiques, une partie de la plus value produite par les travailleurs et centralisée par l'état.

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE

Aujourd'hui avec le redéploiement économique qu'est obligé d'effectuer à la hâte l'impérialisme français, s'il veut tenter de résoudre ses difficultés économiques et ne pas se laisser supplanter par ses rivaux dans la chasse aux marchés de biens d'équipement pour les pays producteurs de pétrole, la véritable fonction du Budget de l'état va apparaître de manière plus évidente encore. La politique de redéploiement va en effet nécessiter des apports massifs de capitaux qui ne pourront se faire qu'avec une aide accrue de l'état.

Les travailleurs savent ce que cette politique de redéploiement signifie pour eux : chômage accru, particulièrement dans les secteurs de production de biens de consommation, baisse de la consommation des masses. Ils savent s'organiser pour dénoncer le rôle de l'impôt, pour combattre les conséquences du redéploiement. Comme les caristes de Renault qui n'ont pas hésité à faire valoir leurs revendications d'augmentation de salaire, comme les travailleurs de Bretoncelles, ou de la CTA (Rhône Poulenc) qui mènent la lutte contre la fermeture de leur entreprise, toute la classe ouvrière saura refuser le chantage à la crise !

Frédéric MONTAGNET.

Ils n'ont plus de travail... mais ils paient quand même des impôts...»

COMBIEN VOUS PAIEREZ D'IMPOTS EN 1975

	Salaire mensuel en 1974	Impôt 1975
vous êtes célibataire	*1200 F*	*626 F*
	1500 F	*1106 F*
	1700 F	*1446 F*
	2000 F	*2024 F*
vous êtes mariés sans enfant votre conjoint ne travaille pas	*1500 F*	*153 F*
	1700 F	*353 F*
	2000 F	*743 F*
vous êtes mariés sans enfant votre conjoint travaille selon les cas, vous avez intérêt ou non à faire des déclarations séparées	2 déclarations séparées	
	1500 F + 1200 F	*1732 F*
	1700 F + 1500 F	*2552 F*
	2000 F + 1700 F	*3470 F*
	1 déclaration unique	
	2700 F	*1713 F*
	3200 F	*2573 F*
	3700 F	*3523 F*
vous êtes mariés 1 enfant	*1700 F*	*38 F*
	2000 F	*298 F*
	3000 F	*1588 F*
vous êtes mariés 2 enfants	*2000 F*	*27 F*
	3000 F	*1129 F*
vous aviez plus de 65 ans au 31.12.74, vous êtes célibataire, divorcé, veuf sans enfant à charge vos ressources sont constituées uniquement par des pensions ou des retraites	*1000 F*	*176 F*
	1200 F	*461 F*
	1500 F	*1166 F*
même cas que précédemment mais vous êtes mariés et tous deux âgés de plus de 65 ans	*1200 F*	*0 F*
	1500 F	*0 F*

POUR FRAPPER ENCORE PLUS LOURDEMENT TOUS LES TRAVAILLEURS : LA TVA ET LES IMPOTS LOCAUX

L'impôt sur le revenu ne représente que 20% des recettes fiscales, le plus gros est fourni en effet par les impôts indirects, dont la TVA constitue l'essentiel. C'est l'impôt sur la consommation inclus dans le prix de tous les produits en vente sur le marché. Pas moyen pour l'ouvrier d'y échapper ! Car son maigre budget ne laisse aucune place à l'épargne. Et, alors même que nombre d'objets de consommation sont de moins en moins à sa portée, **il lui faut pourtant débourser à l'Etat, par le biais de la TVA, plus de deux mois de son salaire par an !**

Enfin, il est encore un impôt particulièrement inique, parce qu'il ne souffre d'aucune exception, c'est la taxe immobilière, l'impôt local. En 1974, il a augmenté de 30%. Destiné en principe à financer les besoins locaux en équipements collectifs, il n'est en fait qu'un moyen dissimulé pour l'Etat de pressurer davantage les travailleurs (par l'intermédiaire des appareils municipaux), ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu au même titre que les autres.

En effet, quelle est la contre-partie des 500 ou 1000 F que versent chaque année les travailleurs à la commune ou au département ? Des policiers de plus en plus nombreux qui sillonnent nos quartiers oui, mais combien de places dans les crèches, combien de lits d'hôpitaux en plus ?

L'ensemble de ces impôts constitue un carcan qui écrase les travailleurs, et qui ronge, avec la hausse des prix, toute augmentation de salaire. Il contribue à une paupérisation croissante de la classe ouvrière.

témoignage d'un cheminot de givors

Je suis employé à la SNCF dans un triage de la région de Givors, et je gagne 1400 F par mois; j'ai 9 enfants à charge. Je voudrais par cette lettre dénoncer le soi-disant changement en faveur des travailleurs dont parle tant Giscard.

J'habite Grigny depuis mai 1973 et suis logé par la SNCF dans un 8 pièces sans douche, sans salle d'eau. Le seul élément de confort c'est un évier avec un robinet dans la cuisine. Le loyer, charges comprises, est de 360 F par mois.

J'ai appris il y a quelques jours que je devais payer avant le 15 février, 450 F d'impôts locaux. Comme c'est la première fois que ça m'arrive, j'ai cru à une erreur. Je suis donc allé à l'inspection des impôts demander des explications et là, j'ai cru rêver : d'après les déclarations de la SNCF il parait que je suis logé dans un appartement confortable, avec tout-à-l'égout, eau courante, de plus il parait que l'inspecteur m'aurait partiellement dégrévé à cause de ma famille, normalement j'aurais dû payer plus de 700 F.

Après cela, qu'on ne me parle pas de changement de Giscard. Et je ne suis pas le seul cheminot dans ce cas là. Il faut encore dire que la ville de Givors est une municipalité P«C»F et celle de Grigny une municipalité UDR. Et dans la région lyonnaise elles détiennent une espèce de record pour les impôts locaux. Ces deux villes ont un fort pourcentage d'immigrés algériens, portugais, espagnols. Peut-être est-ce pour cela que les impôts locaux sont si élevés. Ils ne votent pas, eux.

DES "ALLEGEMENTS" FISCAUX ...

... pour les gros revenus

Toute une série de mécanismes existent, qui aboutissement toujours à avantager les titulaires de hauts revenus devant l'impôt.

● *le quotient familial.* **Il s'agit du nombre de parts auquel a droit un ménage. Un rapport officiel montrait qu'il avait réduit en 1973, de 6400 F l'impôt dû par un ménage avec un enfant, dont le revenu imposable était de 200.000 F/an, mais seulement de 229 F pour un revenu de 12.500 F/an. Pour chaque enfant en plus, l'allègement était de 4819 F dans le premier cas, de zéro dans le second.**

● *le régime des frais professionnels :* **l'ouvrier, l'employé a le droit à une déduction de 10% pour frais professionnels. Mais pour les hauts salaires, la législation a prévu la possibilité de fixer les déductions de frais professionnels par forfaits, et il n'existe à ces forfaits aucun plafonnement.**

● *les charges déductibles du revenu avant imposition.* **Il s'agit ici des réductions d'intérets d'emprunts immobiliers, de frais de ravalement du logement, des primes d'assurance-vie, etc... Le conseil des impôts a calculé, qu'elles entrainaient une diminution moyenne d'impôt de 567 F par an pour les cadre supérieurs, de 50 F pour les ouvriers !**

● *les exonérations d'impôt sur les revenus des capitaux immobiliers* **(actions-obligations-livret de Caisse d'Epargne). Un tiers seulement de ces revenus, note le Conseil des Impôts, sont compris dans les bases de l'impôt progressif sur les revenus.**

A ces privilèges s'ajoute *la fraude fiscale,* **qui naturellement ne peut être le fait d'ouvriers qui n'ont pas la possibilité de cacher quoi que ce soit, mais qui bénéficie aux agents d'assurances, avocats, vétérinaires, dentistes, etc... dans des proportions que le Conseil des Impôts évaluait en 73 à 50% au moins de l'impôt.**

... pour les sociétés

De multiples dispositions parfaitement légales permettent aux sociétés de ne pas payer d'impôts ou d'en payer fort peu :

● **Les provisions pour investissements :** ce mécanisme autorise les capitalistes à déduire de leurs bénéfices imposables une somme égale au double de ce qu'ils verseront ou seront censés verser 5 ans plus tard au titre de la participation.

● **l'amortissement dégressif** : qui permet aux capitalistes de soustraire à l'impôt des sommes supérieures à l'amortissement réel des équipements de leur usine.

● **le régime des «provisions»** : qui autorise les capitalistes à faire des provisions exonérées d'impôt destinées à les garantir contre les risques de telle ou telle opération contre les fluctuations du cours des matières premières ou tout simplement contre la hausse des prix !

● **le régime des groupes** : les grandes sociétés capitalistes recourent fréquemment à des «sociétés de base» situées dans des pays où la taxation est quasi nulle pour réduire l'imposition qui les frappe en faisant apparaître leurs bénéfices dans ces «sociétés de base».

POURQUOI LE TRIBUNAL POPULAIRE ?

La dernière réunion de la Commission Populaire d'Enquête de Liévin a décidé la tenue d'un Tribunal Populaire à la mi-mars. Comme le souligne «le Mineur Accuse» (nº2) il s'agit de donner le maximum d'écho aux conclusions de l'enquête sur la catastrophe de Liévin et sur les conditions de sécurité dans les puits du bassin minier. Près de 2 mois après la catastrophe du 3 de Lens, l'enquête officielle dont la presse régionale soulignait qu'elle serait longue et difficile ne fournit guère de nouveaux éléments. Auparavant, pour tenter de briser la mobilisation des mineurs, la presse avait fait une large publicité à l'enquête officielle en publiant au fur et à mesure les résultats de ces travaux. Résultats repris pour la plupart à la Commission Populaire. La direction de la CGT avait elle aussi multiplié les déclarations sur la catastrophe et la sécurité dans les puits (voir F.R. précédents).

Face à cette manœuvre, la Commission Populaire a clairement fait connaître sa tactique: répondre aux affirmations mensongères qui pourraient paraître dans la presse, continuer intensément son travail, dans le but de faire connaître ses conclusions dans le cadre du Tribunal Populaire. Aujourd'hui la Commission d'Enquête a en sa possession un certain nombre d'éléments concrets qu'elle rendra publics lors de ce tribunal. Ce sont les mineurs eux-mêmes, par leur participation à la Commission Populaire, par les témoignages qu'ils apportent quotidiennement, qui sont en train de dresser le dossier de la catastrophe et des conditions de sécurité dans les mines. Le Tribunal Populaire, devra établir, sur la base d'une démonstration irréfutable analysant point par point les mécanismes qui ont entrainé «l'accident», la responsabilité des Houillères. En publiant les conclusions de l'enquête, il s'agit de rendre compte précisément comment les Houillères ont assassiné 42 mineurs et comment les mineurs risquent quotidiennement leur vie en descendant à la fosse. La mort des 42 de Liévin ne doit pas être un chiffre de plus dans la longue liste des crimes du capital, mais grâce aux Tribunal Populaire, elle doit devenir le point de départ pour imposer la sécurité dans les puits, pour développer plus largement la mobilisation qui s'amorce dans les fosses.

LE TRIBUNAL POPULAIRE DENONCERA L'EXPLOITATION ET L'OPPRESSION DES MINEURS PAR LES HOUILLERES, DANS TOUS LES DOMAINES DE LEUR VIE

Mais le Tribunal Populaire ne peut en rester là, car ce que les mineurs remettent en cause, ce n'est pas seulement le fait que tous les jours ont les envoie à la mort, mais aussi l'exploitation et l'oppression qu'on leur fait subir dans tous les aspects de leur vie. Les mineurs accusent la médecine des Houillères qui les traîtent comme du bétail, qui refuse sciemment de leur faire connaître leur taux exact de silicose, le système de logement que les Houillères laissent se dégrader, le sort réservé aux pensionnés, aux veuves...

Le Tribunal Populaire fera converger ces multiples témoignages en un vaste réquisitoire d'ensemble contre les Houillères, cette entreprise nationalisée que les faux communistes du P«C»F se gardent bien de mettre en cause, parce que les nationalisations sous la direction de l'Etat bourgeois constituent un des points de leur «programme commun».

LE TRIBUNAL POPULAIRE CONDAMNERA LA POLITIQUE ENERGETIQUE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Ce vaste réquisitoire doit démontrer concrètement comment le thème de la fatalité, l'idée comme quoi le métier de mineur est «un métier de tout temps dangereux», le grisou un danger «naturel» de la mine, comment tout ceci n'est qu'un masque dont se sert la bourgeoisie pour cacher ses responsabilités. Tout en développant ce thème, la bourgeoisie répand depuis des années l'idée que le charbon est périmé, l'idée que la fermeture des puits est inévitable. En fait à partir de tous les éléments partiels de dénonciation des Houillères, se pose la question de la politique énergétique de l'impérialisme français dans la situation de crise politique qu'il subit aujourd'hui. On ne peut en effet séparer la situation qui est faite aux mineurs des choix énergétiques de l'impérialisme français qui, sur la base du pillage, à l'abri de l'impérialisme US, du pétrole des pays du Tiers-Monde, a entrepris la liquidation des mines. Alors qu'elle développe une vaste campagne sur la crise énergétique, sur la pénurie qui se réduit aux exigences des pays du Tiers-Monde, elle laisse sous terre des millions de tonnes de charbon. Aujourd'hui la bourgeoisie n'a rien changé de fondamental dans son projet de liquidation. Face à la montée des luttes des pays du Tiers-Monde pour récupérer leurs richesses nationales, elle développe une soi-disant politique de relance. Il s'agit en fait simplement de prolonger un peu plus de temps que prévu, l'exploitation du charbon, jusqu'au moment où l'énergie nucléaire pourra prendre la relève. Cette relance temporaire, la bourgeoisie compte bien la développer aux moindres frais par une exploitation accrue des mineurs. Le

quartier des «6 sillons» où a eu lieu la catastrophe est précisément un de ces chantiers qui devaient être rapidement remis en exploitation, et les 42 travaillaient à l'installation de ce chantier, dans le cadre de la politique de relance.

Le rôle du Tribunal Populaire devra, en s'appuyant sur des faits précis et irréfutables concernant la catastrophe, la sécurité, les conditions de vie qui sont celles des mineurs aujourd'hui, poser en clair la manière dont sont utilisées les matières premières de l'impérialisme français, montrer en quoi la situation de la mine aujourd'hui n'est pas dûe à la fatalité mais à un choix précis de société. Il devra aboutir à la condamnation des choix énergétiques de cette société, choix conditionnés par sa nature impérialiste. On ne peut en effet séparer la lutte pour la sécurité de la lutte pour le maintien des puits.

Exiger le maintien des puits, ce n'est pas simplement lutter pour le maintien de l'emploi, c'est dans le même temps remettre en cause cette société impérialiste qui a délibérément choisi de liquider ses propres ressources énergétiques pour piller le pétrole des pays du Tiers-Monde.

UNE AUTRE SOCIETE EST POSSIBLE!

Mais condamner la politique énergétique de l'impérialisme ne suffit pas. Et c'est le rôle des communistes de montrer lors de ce tribunal que face aux choix de la bourgeoisie impérialiste, un autre choix, une autre alternative est possible, qu'une France socialiste, pour construire son économie, devra compter avant tout sur ses propres forces, et que dans cette perspective, le charbon jouera un rôle important, que face à la logique du profit, une autre démarche est possible qui guidera la prodcution en fonction des besoins des masses.

PAR LEUR TEMOIGNAGE, LES TRAVAILLEURS DE TOUTES LES BRANCHES FERONT LE PROCES DE NOTRE SOCIETE CAPITALISTE.

Lors de ce tribunal, les ouvriers des autres branches de l'industrie viendront apporter leur soutien aux mineurs de Liévin, mais, ils ne se contenteront pas d'un soutien de principe, ils montreront concrètement comment la bourgeoisie les assassine et les mutile, comment elle détruit sytématiquement leur santé. Face aux révisionnistes du P«C»F qui cherchent à diviser la classe ouvrière en limitant l'ouvrier à son secteur d'industrie , en entretenant et en développant le corporatisme dans les mines, les ouvriers rassemblés dans le cadre du tribunal populaire démontreront eux-mêmes par leurs témoignages que les termes de «fatalité», «d'accident», dépendent d'une même logique: celle de l'explotiation capitaliste qui, aujourd'hui peut de moins en moins se masquer aux yeux des masses.

A partir de la question de la sécurité, dans les mines, sur les chantiers, dans les usines, c'est une question plus vaste que posera le Tribunal Populaire. Il montrera concrètement le sort que la société actuelle réserve à l'ouvrier, et la place qu'on donne aux travailleurs. Les travailleurs réunis feront le procès de cette société en crise, ils manifesteront leur aspiration commune à en finir avec elle et leur rassemblement dans le cadre de ce tribunal montrera à toute la population des Houillères qu'aujourd'hui en France une force puissante se construit, qui balaiera un jour le vieux monde capitaliste.

UNE AUTRE SOCIETE ET UNE AUTRE JUSTICE !

Enfin face à la justice bourgeoise, le Tribunal Populaire sera la preuve concrète, vécue par plusieurs milliers de participants, qu'une autre justice est possible.

Le caractère de classe de la justice bourgeoise ne se manifeste pas seulement par la composition de son personnel, par sa bureaucratie, mais aussi dans la manière dont elle procède pour analyser les phénomènes, pour les juger. Ce que la justice bourgeoise prétend juger, c'est un certain nombre de cas individuels qu'elle présente toujours comme des cas «anormaux» en fonction d'un modèle de classe. Cette «justice» individualise et réprime des comportements, elle escamote ainsi les mécanismes de classes qui ont rendu possible de tels faits, par là-même elle les rend «incompréhensibles», «anormaux». L'enquête officielle menée sur la catastrophe du 3 de Lens s'attache à déterminer ce qu'il y avait «d'anormal» par rapport à la règle bourgeoise selon laquelle la sécurité est normalement assurée dans les fosses. La justice bourgeoise est prête à inculper quelques boucs émissaires. Mais elle ne reliera pas la catastrophe de Liévin à la politique de relance de la bourgeoisie et à ses conséquences aujourd'hui dans les mines. Elle ne reliera pas la catastrophe aux autres «accidents du travail» qui se déroulent tous les jours dans la France capitaliste. Pour la «justice», la mort des 42 mineurs de Liévin n'a rien à voir avec la mort de ceux de Drocourt, avec celle des ouvriers du bâtiment..., ce sont deux choses que la justice traitera séparément. Avec le Tribunal Populaire, c'est une tout autre démarche qui est mise en œuvre: ce tribunal montrera comment il est possible de partir des faits particuliers pour les ramener aux mécanismes d'ensemble de la société, qui les sous-tendent. A partir de la catastrophe du 3 de Lens, à partir des multiples faits d'exploitation et d'oppression dans les mines, ce dont il est question c'est de faire comprendre les mécanismes qui font que la catastrophe ait pu avoir lieu, qu'aujourd'hui l'exploitation des mineurs se renforce, que chaque jour en France des travailleurs sont tués ou mutilés. Le Tribunal montrera à partir des multiples cas partiels sur les conditions de sécurité, sur les maladies professionnelles, comment c'est l'organisation de cette société basée sur le profit, qui est en cause et que seul un changement de la société pourra véritablement assurer la sécurité dans le travail.

Face aux tribunaux bourgeois, le Tribunal Populaire de Liévin montrera qu'une autre justice est possible, une justice prolétarienne que les communistes instaureront avec les masses populaires dans le cadre d'une France socialiste.

Loïc LEGARREC.

Lettres de soutien parvenues à la Commission Populaire d'Enquête

VILLEFRANCHE

Un comité de soutien à la Commission Populaire d'Enquête s'est mis en place, il comprend des ouvriers de diverses usines, des lycéens, des instituteurs etc... Il a entrepris la popularisation sur les usines Bonnet, Cincinatti, Patissier et auprès des ouvriers du bâtiment.

Dans toutes ces entreprises, les pétitions circulent, les camarades recueillent des éléments sur la sécurité. Par exemple, à Cincinatti, dernièrement, faute de sécurité, un ouvrier a eu les deux jambes fracturées par une caisse de 130 Kgs, mal entreposée sur une étagère. A Patissier, les ouvriers réclament des chaussures de sécurité fournies gratuitement par le patron et de meilleures installations de peinture pour éviter l'intoxication des peintres. D'autre part, les lycéens ont entrepris un travail d'enquête sur la sécurité auprès des syndicalistes, par exemple à Calor où on emploie des substances toxiques; à Pennaroya, les impuretés du plomb sont aujourd'hui brassées mécaniquement, ce qui augmente les dégagements de gaz toxique. Les lycéens font signer la pétition au lycée, avec tous les témoignages recueillis ainsi que ceux d'accidents du travail et préparent un débat.

A ROANNE:

Le Comité de Soutien a déjà recueilli des témoignages d'un délégué CFDT du bâtiment, de jeunes ouvriers et de travailleurs hospitaliers.

Le comité de soutien auquel participent des lycéens fait des enquêtes sur les usines et les chantiers de la région. Il diffuse «Le Mineur Accuse», fait signer la pétition et prépare une réunion publique pour dénoncer les conditions de vie et de travail que le capitalisme impose aux ouvriers.

A CAEN:

Le Comité de Soutien de l'usine Moulinex prépare le Tribunal Populaire; la pétition a déjà recueilli 80 signatures dans l'usine et le dossier d'accusation contre Moulinex se monte. *«Dans notre travail, nous créons des richesses que le patron s'approprie»* **disent les ouvrières de Moulinex. Le chiffre d'affaires a fabuleusement augmenté: plus de 25% au 1er trimestre 74 et dans le même temps, il y a eu 700 licenciements, les cadences augmentent et les salaires n'ont augmenté que de 3% seulement:** *«Un travail tuant, la vie de couple et de famille détruite par le travail en poste, voilà notre situation dans la société»* **disent encore les ouvrières de Moulinex, elles dénoncent les accidents du travail qui, avec toutes les augmentations de cadences se multiplient.** *«En juillet, une jeune fille de 20 ans a eu la main prise dans une presse, on a du l'amputer sur place».* **«Mais, disent les ouvriers du comité de soutien aux mineurs de Liévin,** *c'est nous qui construisons les maisons, qui faisons marcher les usines. Camarades, en vous organisant dans la Commission Populaire d'Enquête, vous prouvez qu'il serait possible dans une société sans patrons, sans Etat bourgeois, d'organiser la production, d'organiser la sécurité. En dénonçant la politique énergétique de l'Etat, vous prouvez que la classe ouvrière est capable de gérer l'économie pour le bien de tous les travailleurs».*

Par le travail dans la section CFDT, par les discussions avec les filles pour qu'elles prennent de plus en plus les choses en mains, par le porte à porte dans un quartier près de l'usine, le Comité de Soutien Moulinex prépare activement le Tribunal Populaire. Le Comité suggère à la Commission Populaire de Liévin de rédiger une lettre ouverte aux travailleurs de Moulinex pour préparer le Tribunal Populaire.

Toujours à Caen, le Comité de soutien Faculté a édité un bulletin de soutien à la Commission d'Enquête de Liévin, intitulé «servir le peuple», sur les travaux de la Commission Populaire d'Enquête et appelant les étudiants à préparer le Tribunal Populaire pour dénoncer le capitalisme aux côtés de la classe ouvrière. Le comité facs fait circuler la pétition et a décidé de faire un dossier sur la fermeture des petites mines de fer dans la région.

«Le pillage du fer de Mauritanie revenait moins cher aux capitalistes que l'extraction en France. Et pourtant, si les mines de fer de notre région n'étaient pas rentables à leurs yeux, ce n'était pas faute de faire le maximum de profit sur le dos des mineurs», **souligne le comité de soutien.**

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

abonnez vous
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE		
pli normal	1 an	80 F
	3 mois	20 F
pli fermé	1 an	160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui fournira le tarif.

CTA: les travailleurs prennent en main la lutte contre les licenciements (reportage de Pierre Morel)

«Non aux licenciements», «C.T.A. vivra»... La riposte des travailleurs à l'annonce, le 30 janvier, des 800 licenciements - en fait c'est l'emploi des 1300 salariés de l'usine qui est menacé - ne s'est pas fait attendre. Débrayages, manifestations sur le boulevard de ceinture, popularisation sur les autres usines du groupe, se succèdent. Et mardi dernier, c'est un millier de travailleurs qui envahissaient le Palais des Congrès à Lyon exigeant des comptes de la direction qui y réunissait ses cadres (voir encart ci-dessous). A la direction qui parle de «reclassements à l'intérieur et à l'extérieur du groupe», les travailleurs répondent unanimes : **«maintien de l'emploi sur place», «pas un seul licenciement». «L'usine, elle ne fermera pas, on continuera la lutte tant qu'il faudra... on n'a pas à accepter de reclassements. Le reclassement qu'est-ce que cela veut dire ? Tu te retrouves dans la métallurgie, sans qualification, sans ancienneté ; tu perds tous les avantages et au bout de deux, trois mois, le patron il te dit «oui tu travailles bien, tu es sérieux, mais voilà les affaires marchent mal... alors comme tu es le plus jeune ici, c'est normal que tu partes le premier»...**

Pour ce travailleur algérien, délégué au Comité de Lutte, il n'est pas question d'accepter de reclassements. Et ce n'est pas cet ouvrier d'Izieux récemment muté à Vaulx en Velin, qui le contredira : **«on n'a pas eu le temps d'ouvrir la valise qu'on nous annonçait que l'usine allait fermer... on ne va tout de même pas faire le tour de France comme ça...».**

L'embauche extérieure étant arrêtée depuis plusieurs années, les travailleurs de la C.T.A., français et immigrés (ces derniers sont plus de 80% du personnel ouvrier), se connaissent bien et sont particulièrement amis : **«Ici, il y a des Algériens, des Portugais, des Marocains... C'est eux qui sont aux postes les plus difficiles, il y en a qui sont ici depuis 20 ans, nos gosses ont fait leurs études ensemble, alors pour la lutte on sera tous au coude à coude...»** nous disaient 4 militants CFDT.

Aussi pour faire en sorte que tous les travailleurs, français et immigrés, puissent prendre une part active à la lutte, un comité de lutte s'est constitué, dès l'annonce des mesures de licenciement : **«ce qu'il faut c'est que tout le monde puisse participer au comité de lutte, plus on sera nombreux, plus il y aura d'idées à débattre, de suggestions... syndiqués ou non syndiqués, tout le monde doit pouvoir donner son avis, c'est ce qui a permis la victoire de Lip».** Militant CGT, délégué au comité de lutte, ce camarade entend bien s'opposer aux manœuvres des révisionnistes du P«C»F qui, n'appréciant guère le fait que les travailleurs prennent eux-mêmes en main leur lutte, font tout pour saboter le Comité de lutte.

▲ Alors que de nombreux travailleurs entendaient profiter de la visite de Durieux, président du comité d'entreprise, pour lui demander des comptes, quitte à le retenir dans l'usine, le P«C»F avait soigneusement mis en place un service d'ordre d'une centaine de militants, des J«C» tous extérieurs à l'usine pour ménager sa sortie.

▲ Alors qu'aujourd'hui se pose avec acuité la nécessité de populariser le plus largement possible et prioritairement dans l'ensemble du groupe Rhône Poulenc, la lutte de la CTA, le P«C»F prend seul, l'initiative, d'une manifestation (suivie d'un appel à adhérer au P«C»F) minoritaire, mal perçue et des travailleurs de l'usine et des habitants du quartier qui tous sont déjà au courant de la lutte. Heureusement le succès de la journée du mardi, au Palais des Congrès, a sanctionné cet échec cuisant du parti révisionniste.

▲ A Vaise et Vénissieux des révisionnistes refusent de distribuer les tracts, popularisant la lutte de la CTA, sous prétexte qu'ils sont signés et du comité de lutte et des organisations syndicales. En fait, dès le début, le P«C»F s'est arrangé pour saboter le comité de lutte en essayant de faire en sorte que le moins de travailleurs possible y participent, en écartant des travailleurs combatifs, et en restreignant l'accès aux réunions du Comité aux seuls délégués élus (2 par atelier) alors que de nombreux travailleurs voudraient y participer.

Vendredi on apprenait que les révisionnistes voulaient faire signer les tracts par le «comité de lutte CGT-CFDT-CGC» et non plus «comité de lutte» avec en-dessous «CGT, CFDT, CGC». Derrière cette manipulation apparemment banale se cache en fait la volonté des révisionnistes de freiner la mise sur pied du Comité de lutte comme organisation de lutte de tous les ouvriers rassemblant largement syndiqués et non syndiqués, et de le réduire à une simple inter-syndicale qui chapeauterait la lutte.

A ces actions de sabotage de la lutte, s'ajoutent des calomnies contre notre Parti, le barbouillage de nos affiches... en pure perte d'ailleurs. C'est que notre Parti participe activement à la lutte de la CTA et à sa popularisation. Les mots d'ordre **«CTA vivra»** commençaient à couvrir les murs dès l'annonce des licenciements. Immédiatement les camarades de Rhodia Belle Etoile sortaient un numéro de leur bulletin de cellule, des tracts étaient diffusés sur l'agglomération lyonnaise.

Aujourd'hui, il s'agit avant tout de renforcer le comité de lutte, de contrer les manœuvres des révisionnistes et de faire en sorte que le maximum de travailleurs, français et immigrés, syndiqués CFDT-CGT et non syndiqués viennent aux réunions du comité et participent à ses décisions. Alors que la bourgeoisie entend faire de chaque mesure de licenciement collectif un cas particulier, il s'agit de mobiliser l'ensemble des travailleurs du groupe Rhône Poulenc contre le chômage, pour le soutien à la CTA. C'est en ce sens qu'intervient la Fédération du P.C.R. (m-l).

NON AUX LICENCIEMENTS !
C.T.A. VIVRA !

le 17.2.75

Au Palais des Congrès, Durieux contraint de s'expliquer devant les ouvriers

Mardi 14, la direction avait rassemblé les cadres de ses entreprises, au palais des Congrès à Lyon. Mobilisés par leur Comité de lutte et leurs sections syndicales (CGT-CFDT), un millier de travailleurs de CTA firent d'abord une courte manifestation, très combative, sur le boulevard périphérique. Rapidement, ils prirent la direction du Palais des Congrès, et c'est tous ensemble qu'ils y entrèrent prenant place à la tribune, bloquant cadres et direction générale. Pendant deux heures les ouvriers de CTA ont harcelé les membres de la direction, ils les ont mis en demeure de rendre des comptes publiquement. Il est facile de prendre des décisions en coulisse, de jouer avec l'emploi de milliers de travailleurs, il est plus difficile d'affronter leur colère et de leur rendre des comptes : le PDG Mollard a rapidement trouvé refuge... dans les WC.

Pour finir Durieux (président du Comité Central d'Entreprise) a pris la parole pour annoncer qu'il s'occuperait : *«des reclassements avec autant d'attention que par le passé»....* **Les travailleurs des usines Rhône Poulenc d'Izieux, d'Arques la Bataille... mutés à CTA depuis peu et qui se trouvaient dans la salle ont apprécié ! A la fin, quand les travailleurs ont quitté la salle, la grande majorité des cadres CTA les ont suivi, impressionnés par leur volonté de lutte, leur unité, leur combativité.**

Le lendemain matin à la CTA, l'ambiance était à l'offensive et de nombreux travailleurs faisaient part de leur volonté de prendre une part active à la lutte et de mener d'autres actions.

le redéploiement de Rhône.Poulenc

C'est à 1967 que remonte la fusion entre Rhodiaceta et le Comptoir des Textiles Artificiels (C.T.A.), qui devaient ensuite former le groupe Rhône Poulen Textile (RPT), RPT emploie 22.000 travailleurs sur 18 usines, qui produisent du fil cellulosique, obtenu à partir de la pâte à bois et du fil synthétique provenant des dérivés du pétrole.

A Vaulx en Velin, 800 travailleurs sont employés aux cellulosiques et 500 aux synthétiques. Or depuis des années la consommation des textiles artificiels ne cesse de diminuer en France et dans le monde. En 1971 c'est l'usine d'Arques la Bataille qui ferme, en 1974 c'est le tour d'Izieux... La Voulte, Grenoble seraient aujourd'hui également menacées.

Pour les travailleurs, la baisse du marché des cellulosiques n'explique pas tout. C'est que la CTA produit un fil bien particulier et principalement destiné aux pneumatiques.

«Bien sûr Michelin a diminué ses commandes, mais on a appris qu'il se fournit également chez le concurrent hollandais Akzo... Il paraît que le fil cellulosique est moins utilisé dans les pneus à carcasse radiale, mais alors pourquoi Akzo a-t-il récemment investi dans ces fils ? », nombreux *sont les travailleurs qui se posent ces questions ou d'autres encore qui concernent plus précisément la politique du trust Rhône Poulenc (dont RPT ne représente que 34% du chiffre d'affaires) :* **«le PDG nous dit que les affaires vont mal, que ces fils c'est fini, alors pourquoi investit-il des milliards dans une usine en Thaïlande, qui, entre autres, produit ces mêmes fils ? ».**

De fait, c'est l'ensemble du trust Rhône Poulenc qui se restructure et la liquidation de la CTA n'est qu'un élément dans l'ensemble. De cette politique les travailleurs sont conscients : **«En investissant en Thaïlande, au Brésil, ils entendent bien profiter d'une main-d'œuvre bon marché»...** *nous disait un travailleur de la CTA. En effet, le textile, comparé à la chimie, demande plus de main d'œuvre proportionnellement au capital investi, aussi Rhône Poulenc entend-il développer ce secteur prioritairement dans les pays du Tiers-Monde et renforcer sa division chimie en France (voir F.R. nº 139).*

Exploiter la main-d'œuvre des pays du Tiers-Monde tout en maintenant et accentuant l'exploitation des travailleurs en France, mettre au chômage des milliers de travailleurs, telle est la politique de ce trust impérialiste. Restructuration, mais aussi redéploiement, car la lutte des peuples du Tiers-Monde pour faire payer à plus juste prix leurs matières premières, contraint aujourd'hui, Rhône Poulenc, grand consommateur de pétrole, à investir dans ces pays du Moyen Orient pour équilibrer ses comptes, et ce sont ces pays qui décident de l'utilisation des investissements, selon leurs besoins. Les choses ne vont pas si bien que cela pour Rhône Poulenc et la lutte des travailleurs de la CTA contribue activement à affaiblir ce trust impérialiste.

en bref ... en bref ... en bref ...

Bretoncelles

Le 13 février à 18 h 30 les travailleurs de ex-Piron de Bretoncelles avaient rendez-vous avec le préfet d'Alençon. C'est une délégation de 14 ouvriers qui s'est présentée aux grilles de la préfecture, fermées et gardées par deux flics qui en interdisent l'accès. C'est ainsi que le préfet voulait recevoir les ouvriers de Bretoncelles venus présenter leurs revendications.

C'était sans compter sur leur détermination, après quelques minutes de pourparlers, ils décident de passer quand même et franchissent les grilles. De nombreux flics : gendarmes mobiles et «en civil» surgissent alors des bâtiments où ils étaient cachés, avec matraques et menottes et interviennent avec leur brutalité habituelle, interceptant 8 ouvriers... pas pour longtemps, car la riposte des autres ouvriers les obligent à les libérer. Finalement, les 14 ouvriers pénètrent de force dans la salle d'attente du préfet, immédiatement isolée par une soixantaine de flics.

Le préfet pose ses conditions : il n'accepte de recevoir que 7 d'entre eux. Ce qu'acceptent les ouvriers, à condition que les flics se retirent : refus du préfet qui lâche ses flics et fait brutalement embarquer les 14 ouvriers, qui sont amenés par une porte de derrière de la préfecture; les comités de soutien manifestaient au même moment leur solidarité aux travailleurs de Bretoncelles devant la préfecture. La brutalité du pouvoir face aux justes revendications des travailleurs, n'a pas entamé leur combativité qui reste grande malgré les tentatives de la bourgeoisie d'isoler leur lutte. Samedi dernier, les comités de soutien ont hissé en haut de l'église de Mortagne qui domine le marché une banderole affirmant leur solidarité avec les autres usines en lutte dans la région.

«BRIARE-LASTEX - BRETONCELLES, MEME COMBAT»

LA LUTTE CONTINUE ! PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

SICO - Le Mans

Depuis plus de 8 semaines les travailleurs de la SICO (Société Industrielle des Comprimés de l'Ouest) au Mans sont en lutte contre la décision de la direction de licencier 142 ouvriers, dont 109 O.S., soit le cinquième des effectifs. Prétextes invoqués : déficit accumulé en plusieurs années, et baisse du carnet de commandes consécutive à la crise de l'industrie automobile qui constitue 70% des débouchés.

En fait les travailleurs de la SICO qui est une filiale du trust DBA, contrôlée par la Bendix Coroporation, sont victimes des restructurations. DBA qui investit à l'allure d'une usine nouvelle par an, trouve plus rentable d'investir dans d'autres secteurs, quitte à liquider en partie la SICO.

Les travailleurs refusent de faire les frais de cette politique, ils disent non aux licenciements. Depuis le 16 décembre ils luttent par des :

- ▶ débrayages à chaque réunion du comité d'entreprise
- ▶ l'occupation des locaux le week-end pour préserver l'outil de travail.
- ▶ la création d'un trésor de guerre (200.000 pièces destinées à l'armée), afin d'empêcher la direction de liquider une partie de l'entreprise.

Toutes les décisions sont prises en assemblée générale de tous les travailleurs. Une commission de popularisation a pris en main la tâche d'expliquer et de faire connaitre la lutte auprès de la population par tracts, montage audio-visuel.

Un meeting avec une partie artistique est prévu au Mans le 25 février.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT
RETRAITE A 60 ANS
RETOUR AUX 40 H SANS DIMINUTION DE SALAIRE

Correspondance de la Commission de Popularisation

Le Mans

La réforme Sudreau: un maquillage de l'entreprise capitaliste mal réussi

Beaucoup de battage est fait autour du rapport Sudreau ; son auteur a même prévu de le publier en livre de poche... Ce n'est pas par hasard : cette réforme tient une place importante dans le dispositif de Giscard.

Si Giscard, en juillet, a confié l'élaboration du rapport à des patrons et non à une commission parlementaire comme d'habitude, s'il a lui-même nommé, pour la diriger, Sudreau, ancien socialiste, membre maintenant du parti de Lecanuet, s'il a tenu à le féliciter dès la publication du rapport, c'est bien que Giscard accorde une importance particulière à cette question. Après la loi sur l'indemnisation du chômage, c'est la réforme de l'entreprise, le deuxième volet démagogique par lequel Giscard tente de répondre aux problèmes des travailleurs.

«NOUS N'AVONS RIEN INVENTE».

«Nous n'avons rien inventé», dit un membre du comité qui a rédigé ce rapport. C'est parfaitement exact, en 200 pages on trouve l'ensemble des problèmes et des recettes envisagées par divers groupes de patrons depuis plusieurs années, pour «réformer l'entreprise» : de l'amélioration des conditions de travail à une nouvelle forme de participation, de la modification des statuts des sociétés à un système de prévention des faillites. Il n'y a rien de nouveau, Sudreau a simplement rassemblé ce qui existait déjà. D'abord, le rapport tente d'expliquer pourquoi les changements dans la situation mondiale et française («la crise»), rendront une réforme de l'entreprise nécessaire. Puis, il en vient à la réforme proposée : réforme du travail en **«transformant la vie quotidienne dans l'entreprise»** et en **«consacrant la place des hommes»**, réforme de l'entreprise elle-même en «adoptant le droit des sociétés aux réalités d'aujourd'hui». Sous ces mots pompeux, que trouvons-nous ?

«REFORME DU TRAVAIL» = RENFORCEMENT DE L'EXPLOITATION.

Le rapport Sudreau aborde pratiquement tous les grands problèmes mis à nu par les luttes des travailleurs, ces dernières années : en particulier, les problèmes des OS. Pour les résoudre, qu'a inventé Sudreau ?

- contre «le travail en miette», le rapport n'a rien trouvé mieux que l'enrichissement des tâches. Les ouvriers, au lieu de répéter une seule et même tâche parcellaire, en font plusieurs, et même parfois, comme chez Volvo, la possibilité de se répartir au sein d'une équipe les différentes tâches et chacun est en somme chef d'équipe à son tour ! Une expérience d'élargissement des tâches a été mise en œuvre à Brandt. Voici ce qu'en rapportait un ouvrier de l'usine : **«chaque ouvrière avait deux ou trois opérations à effectuer sur deux machines à laver groupées pour l'occasion. Les ouvrières suivaient la chaîne. Une fois leurs opérations terminées, elles revenaient en arrière, pour reprendre deux nouvelles machines... Le soir, les ouvrières étaient exténuées... Le lendemain, c'était trois machines qui les attendaient, à trois heures de l'après-midi, elles ont débrayées...»**

Est-ce cela l'amélioration des conditions de travail tant vantées ?

- vient ensuite toute une série de mesures apparemment bonnes à prendre comme **«réduire le travail posté et limiter le travail de nuit»**. Certes, M. Sudreau se garde bien de promettre aux ouvriers d'Usinor l'embauche d'une cinquième équipe, comme ils le demandent pour ralentir le rythme des rotations. Même silence sur les revendications des postiers ou des mineurs qui ne savent souvent pas à quelle heure ils iront travailler le lendemain, passant du jour au lendemain de l'équipe du matin à celle de nuit...
- **«prévoir des postes qui préparent à la retraite», «favoriser les formations longues dans le cadre de la loi sur la formation permanente»...** Ces mesures visent un but précis: mieux organiser le chômage, empêcher les luttes contre les licenciements, en mettant les uns au chômage partiel, d'autres en pré-retraite, d'autres encore en cours de formation. Se servant du désir juste des travailleurs de partir en retraite plus tôt, d'acquérir des connaissances, la bourgeoisie le détourne à son profit, comme en ont déjà fait l'expérience les travailleurs de Schlumberger : là, le patron a proposé à des travailleurs d'être «chômeurs volontaires» et de partir en formation professionnelle ; à la sortie ils seront... peut-être, repris par Schlumberger.
- le rapport n'oublie pas, bien sûr, le problème des accidents du travail, mais son imagination tourne court pour trouver une solution : il s'agit de **«promouvoir** *l'enseignement* **de la médecine du travail»** et de **«redéfinir le statut du médecin du travail»** ! Mais est-ce parce que les médecins du travail des houillères ont un «enseignement insuffisant» et ne savent pas lire les radios des mineurs, qu'ils indiquent sur les papiers des taux de silicose toujours inférieurs à la réalité ?

Enrichissement des tâches, organisation du chômage, quelques soupirs sur la santé des travailleurs, c'est du déjà connu et les luttes des travailleurs ont déjà démontré le vide de ces «solutions».

REFORME DE L'ENTREPRISE : UN APPEL A LA COLLABORATION DE CLASSE LEGALISEE.

Outre des mesures devant permettre au fils de patron d'hériter de l'entreprise paternelle avec moins de frais de succession, le rapport met en avant une mesure que la bourgeoisie considère volontiers comme avancée : **la co-surveillance ;** il s'agit de créer des comités de surveillance (ou d'administration) comprenant un tiers de représentants salariés. Quels pouvoirs auraient-ils ? Sudreau a pris ses précautions : d'abord en proposant de séparer deux fonctions jusqu'ici cumulées, celle de gestion, de décision et celle de contrôle. Cela veut-il dire que les patrons décideront et les travailleurs contrôleront ? Pas du tout. Car les patrons décideront aussi... de ce qui peut être contrôlé par le Conseil de Surveillance (augmentation des salaires, œuvres sociales...), mais se réserveront le contrôle du reste ! Et une fois que des représentants des travailleurs auront «contrôlé» l'insuffisance des mesures patronales, que se passera-t-il ? M. Sudreau n'en dit pas mot ! Là aussi, le système a déjà fait ses preuves :

En Allemagne, les salariés ont aussi des représentants au Conseil d'administration (1/3 des sièges, Schmidt parle de passer à la moitié...). C'est ainsi que, à la fin de 74, le conseil de surveillance de Rollei a voté à l'unanimité «un plan d'assainissement» prévoyant le licenciement de la moitié du personnel...

En France même, le journal bourgeois «Le Point» ne tarit pas d'admiration devant l'entreprise Leroy Somer en pleine expansion ; au conseil de surveillance, sur 7 sièges, il y a trois représentants des salariés. Mais explique ce journal **«ni la présence des salariés au conseil de surveillance, ni l'actionnariat, ni l'intéressement au bénéfice (toutes choses reprises par le rapport Sudreau) ne sont, à eux seuls, la clé de la réussite sociale (sic) de Leroy Somer».** Quelle est donc cette clé ? D'après «Le Point», tout simplement, le patron !

Représentés ou pas au conseil de surveillance, quelle différence pour les travailleurs ?

PREVENIR LES LUTTES DANS LES P.M.E.

Dans la réforme de l'entreprise, le rapport Sudreau accorde une place importante aux problèmes des P.M.E. : il propose une aide financière accrue par la création d'un fonds spécial ainsi que des allègements fiscaux, mais surtout établit un ensemble de mesures visant à prévenir les faillites trop retentissantes : il prévoit en particulier la création : **«d'un organisme d'assistance aux entreprises en difficulté, investi d'une mission de diagnostic (...) ou d'intervention, pour définir un plan de redressement ou de conversion».** Alors que se multiplient les faillites autour des petites entreprises, que les travailleurs de plus en plus nombreux s'opposent aux licenciements par la grève ou l'occupation, la bourgeoisie met en place une nouvelle tactique : surveillance des gestions de P.M.E.

- pour empêcher que les travailleurs ne mettent la main sur les comptes et divulgent les «rapports secrets» comme ils l'ont fait à Lip ou à Manuest, ce qui a largement contribué à révéler ce qu'est la gestion capitaliste.
- prendre les mesures à temps : pour licencier «en douceur», contingent par contingent, tant qu'il est temps, et non tout le personnel d'un seul coup, et ainsi tenter de briser toute riposte d'ensemble des travailleurs.

GISCARD VEUT PREPARER L'AVENIR : L'AIGUISEMENT DE LA CRISE POLITIQUE

Tout ce battage autour de la réforme de l'entreprise prépare l'avenir ; certes, il s'agit de donner à la bourgeoisie les moyens de mieux traverser les difficultés économiques (prévention des faillites, etc...) mais le projet est plus large, il est politique. La bourgeoisie sait que les luttes contre les licenciements comme à Lip, Titan Coder, Piron,... contre la baisse du salaire réel et l'intensification du travail comme celles des travailleurs des PTT et des hôpitaux... vont se multiplier. En tentant de faire croire que les conditions de travail vont être améliorées, que les travailleurs pourront participer au contrôle de l'entreprise, etc..., le rapport Sudreau vise à désamorcer ces luttes, à doter la bourgeoisie d'un semblant de projet... ainsi, le rapport est révélateur de la crise politique qui secoue l'impérialisme français, mais les solutions proposées ne feront que l'approfondir.

Les travailleurs n'ont pas attendu la «réforme de l'entreprise» pour engager la lutte. Ils sauront montrer dans leurs luttes à venir, que cette campagne sur la réforme de l'entreprise capitaliste n'est qu'une mystification.

Annie COSSIN

ce qu'ils pensent du rapport Sudreau...

Pour donner à la réforme de l'entreprise quelque chance d'être crédible, Giscard s'appuie sur deux réactions: la méfiance simulée des patrons et l'intérêt de la gauche, surtout du P.S.

Ce qu'en pensent les patrons

«Entreprise» : journal patronal ne ménage pas sa méfiance : **«la réforme de l'entreprise (...) risque fort d'être vide de tout sens. Vouloir en effet, associer le personnel, fut-il d'accord ou non, à la gestion, ou plus simplement, au contrôle des décisions sans lui imposer cette contrepartie de la responsabilité qu'est le risque individuel, c'est vouloir transformer l'entreprise en cellule administrative».**

le CNPF *est lui aussi mesuré :* **«la réforme ne se justifie que si elle accroît l'efficacité de l'entreprise (...) Cela implique: une autorité capable de s'imposer et d'effectuer les choix nécessaires...»** *et Ceyrac explique à la radio ses réticences devant un projet mettant en cause l'autorité absolue du chef d'entreprise.*

Ce qu'en pense l'Union de la Gauche :

le P.S., *l'«Unité», journal du PS, le rapport Sudreau est* **«un ouvrage de référence à partir duquel il sera peut être possible de** progresser sur certains points».

Rocard *est encore plus clair :* **«si cela prend la signification d'une amélioration du contrôle que les travailleurs peuvent avoir dans l'entreprise sur ce qui s'y passe, cela pourra être une bonne chose (...) l'accent mis sur l'importance des relations contractuelles va tout à fait dans le sens de ce que nous pensons».**

Et Bergeron *(secrétaire de FO) renchérit :* **«l'idée de co-surveillance mérite réflexion»**

Soyons sûrs que cela **«va tout à fait dans le sens»** *de ce que Giscard cherchel*

Quant au P«C»F : tout au plus peut-il dire globalement que le rapport Sudreau est **«une nouvelle robe pour cacher l'exploitation».** *Le critiquer point par point ? Ce n'est pas possible,ce serait du même coup critiquer le programme commun ! Qu'on en juge.*

Rapport Sudreau	Programme commun
réforme du travail	
▶ *réduire le travail posté et limiter le travail de nuit*	▶ *«limitation du travail de nuit dans les cas où il s'impose techniquement»*
▶ *promouvoir la formation professionnelle*	▶ *«le droit à la formation et à la qualification»*
▶ *éliminer les discriminations à l'égard du travail féminin*	▶ *«les discriminations à l'égard des femmes seront abrogées».*
réforme de l'entreprise	
▶ *comités de surveillance des entreprises avec 1/3 de représentants des salariés*	▶ *«les comités d'entreprise, les délégués du personnel seront obligatoirement consultés...»*
▶ *aide financière aux PME, allègements fiscaux.*	▶ *«la charge fiscale des petits commerçants et artisans» sera allégée», «consentir des prêts pour la modernisation».*

Bref, quoi qu'elle puisse dire, la «gauche» ne peut guère désavouer l'ancien «socialiste» Sudreau ! Tout au plus affirmera-t-elle que Giscard sera incapable d'appliquer les bonnes réformes contenues dans le rapport. Voilà surtout de quoi éclairer les travailleurs sur le programme commun, dont ils vont avoir avant l'heure l'application partielle par le gouvernement bourgeois !!

Montpellier : journées sur l'immigration

Plus d'un millier de personnes (travailleurs immigrés, militants et progressistes français) ont participé aux deux journées de Montpellier consacrées à la lutte des travailleurs sans papiers. C'est dans une ville entièrement quadrillée par les gardes mobiles que sont arrivés les cars de Paris, Grenoble, Avignon, Marseille...

Le préfet avait interdit tout rassemblement de plus de 5 personnes sur la voie publique, et pendant deux jours, ce ne fut que contrôle d'identités, relevés de numéros de voitures, photos de participants... C'est sans doute cela «la grande humanité» avec laquelle Dijoud affirme traiter les problèmes des travailleurs immigrés !

Toutes les salles ayant été refusées aux organisateurs, c'est finalement dans la faculté que durent se réunir les participants. La question des formes d'organisation des travailleurs immigrés fut au cœur du débat. Certains développèrent le point de vue de l'organisation autonome des travailleurs immigrés, au nom de la spécificité de leur situation, ou de leurs particularités nationales. Selon eux, l'unité entre les travailleurs français et immigrés ne serait pas, dans les conditions actuelles, réalisable. La logique d'une telle position amène à couper la lutte des travailleurs immigrés pour les papiers, des luttes de l'ensemble de la classe ouvrière, à maintenir l'isolement des travailleurs immigrés, c'est masquer la politique de division que perpétue la bourgeoisie en enserrant une partie de la classe ouvrière dans un carcan de lois répressives : contrats de l'immigration, l'arsenal législatif sur les papiers.

Or il ne peut pas y avoir d'autre riposte efficace au problème des sans-papiers que le renforcement de toute la classe ouvrière, immigrés et français.

C'est dans ce sens que vont les dernières luttes ouvrières dans lesquelles on a vu Français et Immigrés se battre au coude à coude pour leurs revendications et en particulier l'emploi (PTT, CTA), à Brandt (Lyon) par exemple français et immigrés ont mené une même lutte contre les contrats de travail à durée limitée.

Resituer la lutte des sans-papiers et la lutte contre le contrôle de l'immigration dans la lutte contre le chômage et contre les mesures de division des travailleurs, est la meilleure façon de parvenir à l'unité de combat des travailleurs français et immigrés pour faire échec à l'ensemble de la politique de la bourgeoisie à la fois sur les papiers et sur l'emploi.

Giroud et la condition féminine:

BEAUCOUP DE BRUIT POUR PEU DE CHANGEMENTS...

Au moment où les grèves dans les usines de femmes se multiplient (les chèques, Bretoncelles, Big Chief, Gringoire, Grandin...) au moment où apparaîssent des mouvements de contestation parce que la loi sur l'avortement, tout en étant insuffisante, est loin d'être appliquée, se tient un conseil des ministres sur la condition féminine pour faire des projets et un bilan du travail accompli. Ce qui ressort c'est que plus que de faire quelque chose, l'important c'est de parler beaucoup, de parler de la femme, de tenir une conférence de presse, de faire croire aux femmes qu'on va s'occuper d'elles. On livre, pêle-mêle pour semer la confusion, ce qui a été fait, ce qui devrait être fait, ce qui est à faire, les projets du gouvernement et les projets personnels de madame Giroud. Certains de ces projets, pour mieux attirer l'attention des femmes, pourraient améliorer le sort des travailleuses comme par exemple une forte allocation pour élever un enfant de moins de 18 mois, mais ce sont les plus hypothétiques... De toutes façons, pas de crédit (lors des discussions budgétaires, aucun crédit ne figurait pour le secrétariat de Giroud), pas de programme fixe, pas de dates précises.

Les trois maigres projets de loi qui ont été adoptés et seront discutés au parlement prochainement se résument à peu de chose :

1) recul de l'âge limite pour rentrer dans la fonction publique.

2) suppression de toute distinction de sexe pour rentrer dans la fonction publique.

Qu'y gagnent les travailleuses ? Est-ce que cela signifie que les femmes pourront être facteur ou employée au tri postal, et qu'en contre-partie les hommes iront travailler aux chèques postaux ? En fait loin d'être destinée aux travailleuses, une telle loi semble surtout destinée aux femmes qui ont «réussi» l'accès à des postes supérieurs qui jusqu'ici leur étaient interdits.

3) interdiction du prétexte de grossesse pour refuser l'embauche à une femme.

Très bien ! Mais qu'est-ce qui empêche le patron d'invoquer un autre motif pour refuser l'embauche à une femme qui sera enceinte ? Rien n'est prévu dans le projet.

On le voit, ces mesures qui ne coûtent pas un centime, ne changent rien pour les femmes travailleuses. Dans les faits, les projets de Madame Giroud, ses conseils (parce qu'elle conseille beaucoup les femmes, les patrons...), tournent toujours autour de deux pôles :

1) *favoriser la promotion individuelle* : la femme qui réussit, qui s'émancipe, c'est celle qui accède à des responsabilités, qui sait prendre sa place, jouer son rôle dans la société capitaliste. Les modèles de Mmes Veil et Giroud au gouvernement sont là pour le montrer. Et on est prêt à consentir quelques projets de loi pour qu'il y en ait un peu plus, pour que l'école polytechnique ou que l'école nationale d'administration, pépinières de cadres bourgeois, recrutent plus de femmes.

2) *faire admettre à la masse des femmes, travailleuses, leur condition.* Parce que justement pour pouvoir espérer cette promotion individuelle, la femme doit accepter sa condition : trop de mesures en faveur des femmes, cela risquerait de les discréditer auprès des patrons et donc de retarder leur promotion, dit à peu près textuellement Giroud. Et on justifie à priori le peu de réussite de ce miroir aux alouettes qu'est la promotion individuelle : **«évidemment, dit Giroud, il n'y aura jamais 90% des femmes qui auront le goût de la compétition, du travail intense».** Bref, ce n'est pas la société capitaliste qui maintient les femmes dans leur condition, mais les femmes elles-mêmes, ou tout au moins les 90% d'entre elles qui s'en satisfont !

Et alors que propose Giroud à ces 90% ? Rien si ce n'est «gérer la pénurie» parce qu'en période de chantage à la crise, la secrétaire à la condition féminine à une tâche importante : faire accepter aux ménagères le modèle de crise. Elle n'a pas ménagé ses efforts allant jusqu'à déclarer : **«Nous sommes en pleine période d'appauvrissement. Il faut organiser ce qui existe, c'est là le rôle des femmes».**

Voilà le véritable rôle de Mme Giroud ! Giscard pense-t-il que les ménagères accepteront mieux de gérer la pénurie parce que c'est une femme qui le demande ? Les travailleuses ne seront pas dupes, pour croire que leur sort va être changé parce qu'il y a des femmes de la bourgeoisie qui siègent dans le gouvernement de la bourgeoisie ! Même si cette femme s'appelle Giroud et a appelé à voter Mitterrand lors des dernières élections présidentielles, même si elle n'en fait guère moins que ce qu'il y a de promis dans le programme commun, même si à une époque elle a dénoncé la torture en Algérie d'un dénommé Bigeard !

Nous ne nous laisserons pas duper. Nous lutterons pour nos véritables revendications :

- 1.700 F pour toutes, mini
- A travail égal, salaire égal,
- Non aux licenciements,
- Chômeur inscrit = chômeur secouru
- Avortement libre et gratuit
- Des crèches en nombre suffisant
- La bourgeoisie doit payer la crise !

Les femmes du peuple sauront prendre leur place aux côtés des autres travailleurs dans les luttes pour une autre société : le socialisme, dans la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Thérèse VERNET

le bilan de mme Giroud ...

- *mixité dans les concours universaires... pour 76*
- *demi-cumul des pensions : une veuve aura le droit de toucher la demi retraite de son mari (ce n'est que justice - mais bien insuffisant).*
- *double signature de la feuille d'impôts*
- *horaires flexibles pour le travail : «conseillés» aux patrons*

Et c'est tout !

Ces mesures ne coûtent rien

Les pensions ? Ce sont les caisses de retraites alimentées par les travailleurs qui les paieront.

La double signature ? Ce n'est pas dans la classe ouvrière que la femme ignore ce que gagne le mari alors que souvent c'est elle qui fait les comptes. Et ce n'est pas de toutes les façons cette double signature qui va abaisser l'impôt !

Les horaires flexibles ? Ils comportent des facilités réelles pour les conditions de vie des travailleuses, mais la bourgeoisie espère s'en servir pour exploiter mieux et diviser les ouvrières (augmentation de l'amplitude journalière, modification de la législation sur la durée du travail et sur le paiement des heures supplémentaires, suppression d'un certain nombre d'avantages acquis, difficultés pour organiser des réunions sur le lieu de travail...)

Enfin ces deux dernières mesures ne sont pas obligatoires, ce sont juste des «conseils».

DES MEDICAMENTS POUR NE PAS GUERIR

La fabrication de médicaments capables de prévenir et de guérir les maladies fait partie de la lutte continuelle menée par l'homme pour la transformation et la domination de la nature.

Mais la recherche scientifique se développe toujours dans des conditions historiques concrètes, aujourd'hui celles du capitalisme et de l'impérialisme déclinants. Or les conditions historiques concrètes de l'impérialisme français au stade actuel de son développement exercent un double effet sur la recherche scientifique:

- elles entravent dans une large mesure son développement (insuffisance notoire du nombre des chercheurs et des crédits qui leur sont accordés pour la recherche).
- elles orientent la recherche scientifique dans des voies directement utiles à la reproduction des rapports de production et des rapports sociaux existants.

Ce double effet est particulièrement visible dans l'industrie pharmaceutique qui a la haute main sur la recherche scientifique en matière de médicaments.

Le geste toujours recommencé du médecin prescrivant à longueur d'ordonnances des médicaments aux noms bizarres qui, dans le meilleur des cas, atténuent les effets—maladie de l'organisation impérialiste du travail et de la vie: telle est l'image de santé, l'acte médical qui domine.

L'industrie pharmaceutique: voilà un secteur de l'industrie où la bourgeoisie aura du mal à faire passer sa politique de crise, à substituer un modèle de crise au modèle-mirage de consommation qu'elle tendait jusqu'à ces derniers temps aux travailleurs. Grâce à la diligence des médecins, les dépenses de «santé» augmentent en effet de 12 à 14% par an (suivant de très près l'augmentation de la consommation des appareils ménagers, des téléviseurs et des automobiles).

A qui profite l'augmentation considérable du budget-santé? A l'industrie pharmaceutique elle-même qui réalise, grâce au budget de la sécurité sociale (financé pour l'essentiel par les travailleurs), des superprofits sur les médicaments qu'elle produit.

L'industrie pharmaceutique est très discrète sur les superprofits qu'elle tire de la commercialisation des médicaments (les capitalistes n'aiment pas beaucoup parler d'argent). Elle préfère tenir des discours complètement hypocrites sur les «progrès de la science» et sur le lourd tribut qu'elle paierait à la «recherche». En réalité, un médicament comme le valium, coûte 35 dollars le kilo à la production et 4870 dollars à la consommation. Et ce n'est pas là un exemple isolé, exceptionnel. Il s'agit d'un exemple qui donne une idée relativement exacte des marges bénéficiaires empochées par les trusts multinationaux du médicament.

Si l'augmentation de la consommation des médicaments a des effets positifs sur les superprofits des laboratoires pharmaceutiques, elle a des effets négatifs sur la santé du travailleur-consommateur.

Les lecteurs se souviennent d'affaires célèbres comme celle de la thalidomide, substance responsable de dizaines d'enfants malformés à la naissance. Plus récemment, en 72, l'affaire du talc Morhange, «produit d'hygiène» en vente en pharmacie a occupé le devant de la scène des scandales pharmaceutiques. Mais ces affaires exceptionnelles ne doivent pas cacher la réalité quotidienne: on estime actuellement à 15% le nombre des maladies provoquées par le traitement médical lui-même. Même des substances aussi «innocentes» que l'aspirine sont à l'origine de maladies (un médecin a pu constater, dans son service hospitalier, le fait suivant: sur 200 hémorragies digestives, 80 étaient dues à l'aspirine).

D'autre part, selon des rapports officiels de l'impérialisme américain (qui est aussi le principal producteur-consommateur de médicaments), près de 34 millions d'Américains sont empoisonnés annuellement par des spécialités pharmaceutiques et doivent être hospitalisés ou gardés à l'hôpital pour cette seule raison.

L'impérialisme français se flatte d'avoir été le premier pays du monde à exercer un contrôle sévère sur les éventuels effets secondaires des médicaments. Mais quelle est la réalité de ce contrôle? Les médicaments sont testés, dans les services hospitaliers, par des grands noms de la médecine sur des malades-cobayes (ce sont donc des travailleurs hospitalisés qui font pour l'essentiel les frais de ces tests). Or les «grands noms de la médecine», pour la plupart, sont loin d'être insensibles à l'argumentation des laboratoires pharmaceutiques (les laboratoires offrent, sous de multiples formes, de nombreux avantages matériels, des miettes de leurs superprofits, aux médecins qui pensent, c'est-à-dire qui prescrivent, bien). Ainsi de nombreuses substances médicamenteuses sont déclarées bonnes à la consommation, qui ne révèleront leurs effets «secondaires» négatifs que plusieurs années après. D'ici là le laboratoire responsable aura eu le temps de commercialiser de «nouveaux» produits.

Car l'industrie pharmaceutique ne se contente pas de lancer sur le marché des produits dont les effets se révèlent dangereux pour la santé. La plupart de ces produits sont rigoureusement **interchangeables** (comme les marques de lessive). Sur la liste des quelque 11000 médicaments, actuellement remboursés par la sécurité sociale, il n'en est pas plus d'une quarantaine qui présentent des caractéristiques originales. C'est à titre tout à fait secondaire que l'industrie pharmaceutique investit dans la recherche de nouvelles substances médicamenteuses. Elle investit -beaucoup plus - dans la **publicité** en direction du corps médical: par la presse spécialisée, par le cinéma, et surtout par les visiteurs médicaux, démarcheurs payés par les laboratoires pour présenter les nouveaux médicaments aux médecins. Il s'agit de convaincre le médecin-prescripteur que le produit ancien qui lui est présenté sous une forme nouvelle (avec un conditionnement nouveau, avec un nom nouveau) est bien un produit **nouveau**. Et les médecins se laissent souvent convaincre (à noter que l'insuffisance de leur formation sur le terrain de la chimie ne leur donne guère les moyens de mener la lutte contre l'argumentation publicitaire des laboratoires. Une fois leurs études terminées ils ont par ailleurs peu de possibilités de recevoir une autre information que celle des laboratoires. Outre les moyens de la presse spécialisée et de la démarche à domicile, les laboratoires utilisent aussi l'université en finançant des cours de formation continue que peuvent aller suivre les médecins désireux de se tenir au courant).

Bien entendu, il existe un petit nombre de médicaments utiles et nécessaires. La découverte du bacille de Koch, en 1882, a permis de fabriquer un médicament réellement utile pour combattre la tuberculose. Mais toutes les études (aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe) démontrent que le taux de mortalité par tuberculose a regressé de façon continue pendant plus d'un siècle, avant que les moyens de la soigner aient été découverts.

Contrairement à ce que prétendent les idéologues bourgeois liés à l'industrie pharmaceutique, ce n'est pas le vaccin issu de la découverte du bacille de Koch qui a été la cause **principale** de la régression de la tuberculose (ce fait incontestable ne retire rien a son efficacité).

Simplement des conditions d'exploitation et d'oppression **différentes** provoquent le développement de maladies **différentes.** Ainsi l'amélioration des conditions d'hygiène et de chauffage provoquent le recul de la tuberculose, et l'aggravation actuelle de l'intensification du travail provoque le développement des maladies dites «nerveuses».

En fait, le **principal** effet du développement de l'industrie pharmaceutique est de lui permettre de tirer des superprofits de la détérioration des conditions de santé des masses. Certes, elle n'est pas la cause principale de cette détérioration (les vraies causes sont l'aggravation des conditions de travail et de vie des masses) mais plus qu'à en atténuer les effets elle contribue à les reproduire de façon élargie en créant des maladies spécifiques.

Quelle est la réponse des laboratoires aux maladies dites «nerveuses», ulcères, troubles du sommeil, de la digestion, dérèglement hormonaux, fatigue etc. qui se multiplient avec l'aggravation des conditions de travail et de vie des travailleurs? Toujours plus de «placebo», médicaments reconnus par eux-mêmes et par le corps médical comme ayant un effet nul en eux-mêmes. De leur propre aveu, ils représentent 25% des médicaments. Leur fonction est de soigner par la «psychologie» c'est à dire par la croyance qu'a le malade dans la toute-puissance du médicament et qui contribue effectivement à conserver au médecin son pouvoir et sa science face à des dérèglements qui ne sont que le résultat d'un refus physique des conditions de vie et de travail.

A celle des placebo s'ajoute la multiplication des médicaments dits «psychotropes» qui ont pour fonction d'abrutir pour calmer les troubles liés à ce refus physique des conditions de vie que la société capitaliste impose aux travailleurs.

Comme dans tous les domaines de la vie sociale, les travailleurs doivent compter d'abord sur eux-mêmes pour mener la lutte. Ils ne doivent pas se laisser écraser par un savoir que leur médecin-prescripteur ne possède d'ailleurs pas.

La solution à nos problèmes de santé ne réside jamais dans le gavage de médicaments inutiles, mais avant tout dans la lutte pour la transformation des conditions matérielles d'existence qui les créent. Et dans la lutte pour la transformation de nos conditions matérielles d'existence, nous transformerons aussi les conditions actuelles de la recherches scientifique en matière de médicaments.

Serge MICHEL.

APPEL POUR LA CONSTITUTION DE «L'ASSOCIATION DES ANCIENS RESISTANTS POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE»

(appel lancé à l'initiative d'André ROUSTAN,

président du P.C.R. (ml)

et des anciens résistants membres du P.C.R.(ml))

Il y a une génération de cela, des milliers de combattants, et parmi eux beaucoup de jeunes, se dressaient contre l'occupant hitlérien et les collabos français et engageaient la lutte armée pour libérer le pays du joug fasciste. C'est, avec d'authentiques communistes, la classe ouvrière qui s'est portée à la tête de la Résistance armée.

Depuis, par de multiples moyens, la bourgeoisie s'est employée à défigurer, effacer le sens et la portée de leur combat, de leurs sacrifices. Aujourd'hui elle en arrive à développer, à travers divers films et publications, une campagne ouverte de calomnies et de dénigrement contre la Résistance.

Notre Parti appelle à se regrouper tous ceux qui, les armes à la main ou d'autre façon, ont contribué au combat de la Résistance, tous ceux pour qui rien ne devait plus être comme avant après la victoire sur le nazisme, tous ceux pour qui leur combat devait aboutir au-delà de la libération du pays, à une transformation profonde, révolutionnaire de la société, souvent eux-mêmes anciens des Brigades Internationales en Espagne.

Et d'abord les membres du PCF de cette époque, les anciens FTP qui se sont trouvés en opposition avec l'appel de Thorez à rendre les armes, avec la politique du PCF de collaboration à la reconstruction de la France capitaliste, et qui, de ce fait, ont été relégués ou exclus au profit d'arrivistes bourgeois; et aussi les membres du PCF, les anciens FTP, les déportés et tous les Résistants, qui au fil des années, ont pris conscience que leur combat a été trahi, y compris par le parti des Thorez et Marchais...

A tous ceux-là, nous proposons d'abord de rétablir la vérité, de rassembler largement les faits, leurs témoignages et tous ceux de leurs camarades, pour rendre, contre toutes les falsifications, à la lutte armée son véritable visage de guerre populaire, pour restituer l'esprit révolutionnaire qui l'animait. La véritable histoire de la Résistance, seuls d'authentiques Résistants peuvent la faire. Il est encore temps.

A tous ceux-là, nous proposons de s'organiser pour opposer une riposte ferme, du tac au tac, à toutes les campagnes injurieuses de la bourgeoisie pour tenter de ternir et de calomnier le combat des Résistants, notre combat. Et aussi pour débusquer et dénoncer les collabos et les traitres à la Résistance qui aujourd'hui occupent des postes importants, osent même parfois se réclamer de la Résistance.

A tous ceux-là, nous proposons de relier leur combat d'hier au combat d'aujourd'hui pour la révolution prolétarienne en France. Face au pacifisme répandu par la bourgeoisie et le P«C»F, face aussi aux menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale, les Résistants ont un grand rôle à jouer pour communiquer à la jeunesse d'aujourd'hui leur esprit révolutionnaire, pour l'éduquer, à partir de l'exemple de leurs aînés, dans l'esprit de la lutte armée.

Nous appelons ces camarades à se constituer en *«Association des Anciens Résistants pour la Révolution Prolétarienne»*.

André ROUSTAN et les anciens Résistants membres du P.C.R. (m-l).

Prends contact avec nous. Ecris à Front Rouge BP 161 - 75864 Paris Cedex 18

SEMAINE ANTI-IMPERIALISTE
à l'initiative du PCR(ml)
44, rue de rennes

MARDI 18 à 20 H
Palestine - Oman : deux phares de la lutte des peuples
avec la participation de :
GUPS - UEIF - CIP - Cercles Jeunesse du P.C.R. (m-l)
Débat : Film «l'heure de la libération a sonné»

MERCREDI 19 à 20 H
Situation au Portugal, dans les colonies portugaises et au sahara espagnol.
avec la participation de :
MRPP - MPAC - FRAP - CIP - Cercles Jeunesse P.C.R. (m-l)
Tobias ENGEL et son film : «NO PINCHA».

JEUDI 20 à 20 H
La résistance anti-nazie : ses leçons pour notre lutte :
avec : André ROUSTAN, Maurice CLAVEL et d'anciens résistants.
Film - débat

VENDREDI 21 - CERCLE QUE FAIRE
impérialisme - social impérialisme - hégémonisme
lutte révolutionnaire en France

SAMEDI 22 à 14h 30
MANIFESTATION métro Belleville -

Lyon
MANIFESTATION
Samedi 22
15, place Gabriel Péri
PCR (m-l) - CIP - FRAP - MDM - Cercles Jeunesse du PCR (m-l)

Caen
MEETING
Vendredi 21 - 20 h 30
à HEROUVILLE-ST CLAIR

Les troubles de madagascar ...

Le chef de l'Etat Malgache, Ratsimandrava, a été assassiné le 11 Février 1975 par des éléments du groupe mobile de police. D'autres assassinats étaient prévus. Un comité national de direction militaire a été formé pour écraser le coup d'état et maintenir le même type de régime que celui instauré en 1972. Les plus importantes figures du comité militaire, Ratsiraka et Andriamahazo, étaient venus au pouvoir à cette date.

LES MANIFESTATIONS DE 1972

En mai 1972 le peuple malgache se révoltait aux cris de **«accords de coopération: accord d'esclaves»**. Il renversait le fantoche Tsiranana, dénonçait la mainmise de l'impérialisme français sur Madagascar, exigeait l'indépendance économique et politique. La formation du gouvernement Ramanantsoa met fin à la domination sans partage de l'impérialisme français sur l'île. Les rapports entre Madagascar et la France furent transformés. Madagascar se retirait de la zone franc, les forces françaises basées à Diégo Suarez et Ivato furent obligées de quitter l'île. Mais l'impérialisme français garde une bonne partie du contrôle de l'économie, soit directement, soit par le biais de la «malgachisation», en installant des prêtes-noms malgaches aux postes importants des entreprises. Les hésitations du gouvernement dans l'application des mesures d'indépendance exigées par le peuple malgache, les tiraillements et les contradictions au sein de ce gouvernement sur l'attitude à tenir face à l'impérialisme français comme face aux super-puissances ont été le fondement d'une crise politique qui s'est soldée par la démission de Ramanantsoa et son remplacement par Ratsimandrava fin janvier 1975, à la suite d'un premier coup de force tenté en décembre 1974 par ceux qui seront les mutins de février.

QUI ETAIENT LES MUTINS?

Le groupe mobile de police qui a assassiné Ratsimandrava est la réssurection des Forces Républicaines de Sécurité qui avaient été dissoutes après mai 1972. Entrainées par les sionistes elles étaient l'arme de choc de Tsiranana lorsqu'il était au pouvoir, et avaient tiré sur les manifestations de mai, assassinant cinquante manifestants.

Cette unité militaire a apparemment servi de fer de lance aux valets de l'impérialisme français regroupés dans le PS malgache autour de Tsiranana et de Resampa. C'est dans les locaux luxueux du PSM que les mutins ont livré leur dernier combat et un stock d'armes important a été trouvé dans la villa de Tsiranana. Depuis 1972 le PSM n'a cessé de fomenter des troubles, des émeutes, opposant les côtiers aux «mérinas», les habitants des hauts plateaux, réclamant le retour dans la zone franc et le rétablissement des liens avec l'impérialisme US, ainsi à Tamatave et à Diégo Suarez aux accents de la «Marseillaise» et agitant des drapeaux français, le PSM lançait la chasse aux «mérinas» dans ces villes côtières.

Resampa, chef de ce parti, n'a cessé de voyager tant pour rencontrer le gouvernement français, que des membres du PS, qui a accueilli un représentant de son parti au congrès de Pau.

Il n'y a alors rien d'étonnant que les unités navales françaises aient croisé à proximité de Madagascar dans un but d'intimidation tandis que les mutins tentaient leur coup d'état.

MADAGASCAR, UN POINT IMPORTANT DANS L'OCEAN INDIEN

Il ne s'agit pas comme le ressassent la radio et la presse bourgeoise d'une «opposition entre côtiers et mérinas». Cette opposition c'est avant tout l'impérialisme qui la suscite, l'utilise.

L'île est l'enjeu stratégique important parce qu'elle est dans l'Océan Indien, à proximité du Mozambique.

L'Océan Indien est une zone de rivalité importante où les deux super-puissances installent des puissantes armadas, se disputent les points de mouillage, équipent des bases. L'Océan Indien baigne les côtes Est de l'Afrique, est au débouché de la Mer Rouge, du Golfe Arabique, l'Inde, l'Indonésie le bordent à l'Est et au Nord. C'est la route du pétrole. C'est la route du commerce maritime entre ces régions, l'Europe et l'Amérique. La position de Madagascar est particulièrement importante: à proximité de l'Afrique, elle contrôle le canal du Mozambique, elle est particulièrement bien placée pour contrôler la route du Cap, celle des gros pétroliers. Depuis que l'impérialisme français a dû abandonner Diégo Suarez, Madagascar est devenu l'objet des convoitises des deux super-puissances.

La flotte US a installé des bases importantes à Diégo Garcia, base nucléaire et aux îles Farquhar au nord de Madagascar.

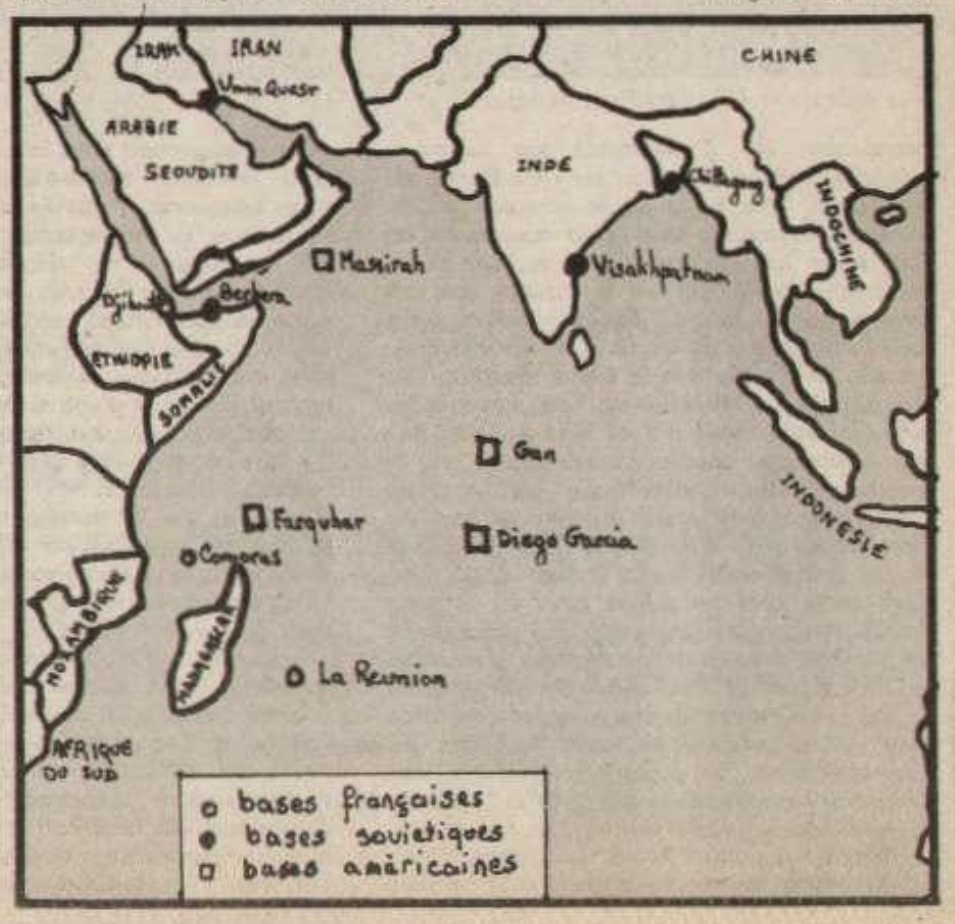
D'autant plus que l'impérialisme US qui entreprend d'augmenter sa force navale dans l'Océan Indien, ne voudrait pas laisser échapper une position aussi importante, encore moins la voir aux mains des sociaux-impérialistes soviétiques.

De son côté l'Union Soviétique n'est pas en reste dans l'Océan Indien et recherche elle aussi activement des bases. Son moyen privilégié pour s'immiscer dans la région est de se servir de son masque «social». Elle se présente comme le défenseur des intérêts nationaux contre les menées impérialistes occidentales. C'est ainsi qu'elle opère à Madagascar, soutenant en parole la volonté d'indépendance du peuple malgache, elle s'est empressée de tisser des liens avec le gouvernement malgache. Liens diplomatiques puis accords de coopération, cette coopération, on sait ce qu'elle est en réalité, qui permet aux sociaux-impérialistes de piller le pays comme en Inde ou en Irak, tout en s'assurant des bases militaires.

Ainsi Madagascar par sa position stratégique, comme par ses richesses se trouve au cœur de la rivalité que se livrent les super-puissances pour contrôler l'Océan Indien. Nul doute qu'ajoutées aux tentatives de l'impérialisme français, ces convoitises ne soumettent Madagascar à des pressions de plus en plus fortes, entrainant des situations peut-être plus graves que celles qui existent aujourd'hui dans l'île. D'autant plus que rien n'a été réglé au sein du comité militaire après l'échec du coup de force.

Le peuple malgache a été tenu pour la plus grande partie à l'écart de ces règlements de comptes. Mais ses exigences affirmées en mai 1972 restent entières: «indépendance». En appliquant ce mot d'ordre il a commencé à l'arracher des griffes de l'impérialisme français. Aujourd'hui, pour le peuple malgache, la lutte pour l'indépendance c'est la lutte contre les menées de l'impérialisme français, c'est la lutte contre les pressions des super-puissances pour obtenir des bases et contre les menaces sur la sécurité de tous les peuples de la région que cette rivalité fait peser.

Grégoire CARRAT.



LES BOULEVERSEMENTS DANS LE MONDE ET LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE EN FRANCE (1)

Notre Parti appelle à faire du 21 Février une grande journée de mobilisation anti-impérialiste. Traditionnellement journée anti-impérialiste depuis le martyre par les nazis des 23 du groupe de Manouchian, le 21 Février revêt aujourd'hui une signification très importante du fait de la situation mondiale, et de ses conséquences sur la situation en France. C'est de l'analyse de cette situation que découlent les tâches révolutionnaires et la place exacte dans ces tâches du travail anti-impérialiste.

QUELS SONT LES TRAITS NOUVEAUX DE LA SITUATION DANS LE MONDE ?

Cette situation est marquée par de grands bouleversements intervenus depuis la fin des années 60 et le début des années 70. Si on examine les choses sur la dernière décennie, on constate en effet une série de changements importants.

DEVELOPPEMENT VICTORIEUX DES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONAUX.

La dernière décennie a vu les victoires importantes des peuples d'Indochine. Même si l'impérialisme américain n'a pas désarmé et continue, malgré les accords de Paris, d'intervenir dans les affaires intérieures du Vietnam, du Laos et du Cambodge, il n'en n'a pas moins subi en 1973 la plus cinglante défaite de son histoire. Les victoires renouvelées des peuples d'Indochine confirment que la guerre populaire, même menée par un petit pays contre une super-puissance, est invincible; ces victoires ont eu un retentissement important chez tous les peuples du monde. Au Moyen Orient le peuple palestinien a pu grâce à la guerre populaire en territoires occupés par l'état d'Israël, grâce à la mobilisation des masses en armes dans les camps du Sud-Liban, affirmer sa volonté de récupérer tous ses territoires; obtenir d'importantes victoires diplomatiques au détriment d'Israël; même si aujourd'hui le social-impérialisme soviétique tente de dévoyer la lutte du peuple palestinien en le poussant à négocier avec Israël gageons que les succès déjà remportés par la résistance palestinienne l'aideront à poursuivre dans la voie qu'il a suivi jusqu'à présent. En Afrique les peuples des anciennes colonies portugaises, qui depuis de nombreuses années luttaient les armes à la main contre l'occupant, ont contribué à faire tomber la dictature fasciste de Lisbonne, et contraint les successeurs de Caetano à reconnaître leur droit à l'indépendance. Toutes ces victoires remportées par les mouvements de libération grâce à la lutte armée, ont constitué un puissant encouragement pour tous les peuples du monde.

LA CONSTITUTION DU TIERS-MONDE EN FORCE POLITIQUE

Partie intégrante de ce tiers-monde, les mouvements de libération nationaux ont puissamment contribué à

Les «Marines» US s'installent àCanjuers...

l'apparition du Tiers-Monde sur la scène politique, à la constitution du Tiers-Monde en une force. Cela on a pu le constater en de multiples occasions: lors de la conférence de l'ONU sur les matières premières, lors de la conférence de l'ONU sur la natalité, lors des conférences sur le droit des pays à fixer leurs eaux territoriales, lors des batailles sur le prix du pétrole...A chaque fois la Chine socialiste, les mouvements de libération nationaux et tous les pays du Tiers-Monde ont pû faire entendre une voix unanime contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Alors que par le passé l'impérialisme avait réussi à diviser les pays du Tiers-Monde avec d'un côté les pays socialistes et les mouvements de libération nationaux, d'un autre côté les autres pays où il avait installé des régimes fantoches qui exécutaient ses ordres à la baguette; aujourd'hui le poids de la Chine socialiste, les victoires des mouvements de libération nationaux en soulignant avec force l'alternative qui existait pour les pays du Tiers-Monde et la possibilité d'infliger des défaites à l'impérialisme, ont favorisé l'unité du Tiers-Monde, la prise d'une série de mesures sur le plan économique et sur le plan politique allant dans le sens d'une plus grande indépendance par des pays jadis étroitement contrôlés par l'impérialisme. Même si les régimes de certains de ces pays sont fondés en politique intérieure sur l'oppression et l'exploitation des masses, en rangeant leurs pays dans le camp du Tiers-Monde, ils amorcent un processus où les mesures d'indépendance prises, seront facteur de révolution favorisant la remise en cause par les peuples de ces pays de ces régimes eux-mêmes.

Les manœuvres de l'impérialisme et du social-impérialisme, pour diviser le Tiers-Monde ont désormais moins d'écho; on a pu le voir récemment par exemple avec la tentative de dresser les pays du Tiers-Monde qui n'ont pas de pétrole contre les pays producteurs de pétrole, tentative qui s'est soldée par un échec lors de la conférence de Dakar où les pays producteurs de matières premières ont réaffirmé leur solidarité avec les pays producteurs de pétrole.

LES FACTEURS DE GUERRE SE DEVELOPPENT

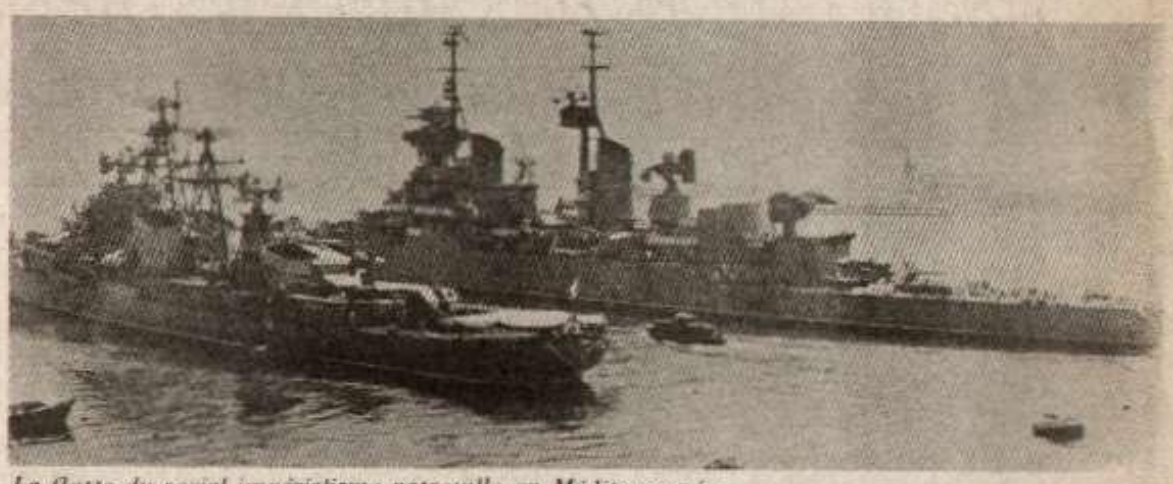
Ce faisant, et en même temps que se développent les facteurs de révolution, les facteurs de guerre grandissent. Pourquoi ? Plusieurs phénomènes poussent à un repartage du monde entre les puissances impérialistes, et avant tout entre les 2 super-puissances, l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique.

▶ Le premier, c'est celui qui vient d'être évoqué, c'est l'émergence du Tiers-Monde en tant que force politique. Parce que toute une série de pays jadis étroitement contrôlés par l'impérialisme, font valoir leur volonté d'indépendance, remettent en cause de manière efficace la tutelle de leur ancien maître, la sphère d'influence de l'impérialisme se rétrécit d'autant, rendant d'autant plus aigües les rivalités entre les super-puissances.

▶ Le second, c'est le déclin de l'impérialisme US. Les succès des mouvements de libération nationaux ont infligé de cruelles défaites à cette super-puissance avec de graves répercussions sur le plan économique et politique dans les métropoles elles-mêmes; les revendications des pays du Tiers-Monde de faire revaloriser les prix de leurs matières premières, et de mettre un frein à la mise à sac de leurs ressources, en touchant toute une série de pays contrôlés par l'impérialisme US, ont ébranlé sa domination. En même temps dans des pays jusqu'ici étroitement contrôlés par cet impérialisme en Europe comme le Portugal et la Grèce, la dictature fasciste qu'il avait instauré pour juguler les aspirations des peuples de ces pays, et pour imposer une politique conforme en tous points à ses intérêts, s'est effondrée. Des signes évidents de faillite de la dictature fasciste se font jour aussi en Espagne. Du coup est remis en cause, ou peut-être remis en cause tout le système de domination US sur cette région de l'Europe.

▶ Le troisième, c'est l'apparition sur la scène mondiale d'un nouvel impérialisme, le social-impérialisme soviétique, qui a connu un tel développement dans les dix dernières années qu'il constitue aujourd'hui l'une des deux super-puissances, et qu'il postule à un repartage du monde. En même temps que l'impérialisme US connaissait un déclin significatif, les révisionnistes du Kremlin n'en restaient pas à la seule restauration du capitalisme dans ce qui a été le premier état socialiste, mais se lançaient dans une politique expansionniste tout azimut tentant d'asservir d'autres peuples, de piller les richesses d'autres pays, de construire une zone d'influence, en rivalité avec la zone d'influence de l'impérialisme US.

C'est ainsi que les nouveaux tsars du Kremlin après s'être assujettis par la force plusieurs des pays de l'ancien camp socialiste en Europe de l'Est, ont poussé leur politique expansionniste dans de nombreuses autres régions du monde. Se cachant sous le masque d'ancien état socialiste pour mieux tromper le monde, Brejnev a développé une politique impérialiste, fondée sur l'agression et la rapine, mettant à profit les difficultés de son rival US pour s'infiltrer dans de nombreux pays où la domination US était contestée. C'est ainsi que le social-impérialisme soviétique (socialiste en paroles, impérialiste dans les faits) a



La flotte du social impérialisme patrouille en Méditerranée...

successivement pris pied: en Asie du Sud où il s'est appuyé sur l'Inde pour démembrer le Pakistan, se faisant octroyer port de relâche, marchés avantageux, matières premières à bon prix; au Moyen-Orient où par le biais des fournitures d'armes aux pays arabes, il s'est arrogé le droit d'intervenir dans la politique de ces pays les soumettant aux chantages et aux pressions; sur la côte Est de l'Afrique où il s'est fait octroyer des droits de relâche dans des pays comme la Somalie. En même temps, aussi bien dans la Méditerranée que dans l'Océan Indien le social-impérialisme soviétique massait des flottes importantes capables de rivaliser avec celles de l'impérialisme US et de porter l'agression dans n'importe lequel des pays riverains de ces mers.

En, Europe, en même temps que le social-impérialisme masse des troupes importantes à la frontière entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, il dispose dans des pays comme le Portugal aujourd'hui, peut-être aussi l'Espagne ou même l'Italie et la France, de points d'appui pour faire défendre sa politique, appuyer ses manœuvres. Certes un parti comme le P«C»F dans notre pays, ne saurait être présenté comme étant avant tout l'agent du social-impérialisme en France, alors que son aspect essentiel aujourd'hui c'est d'être le défenseur des intérêts de l'impérialisme français; il n'en constitue pas moins un facteur de pressions sur la politique extérieure de l'impérialisme français réclamant à chaque fois une «coopération» plus poussée avec l'URSS, pressions qui prendront plus de poids s'il participe au gouvernement. C'est bien là-dessus que spécule le social-impérialisme pour accentuer ses manœuvres. A ce sujet la conférence des partis révisionnistes de l'Europe de l'Ouest qu'a convoquée le social-impérialisme, n'hésitant pas en la circonstance à se réconcilier avec des partis comme le parti révisionniste d'Espagne de Carillo avec lequel il s'était brouillé au sujet de la Tchécoslovaquie, s'inscrit bien dans la volonté des nouveaux tsars du Kremlin de faire favoriser leur politique, par ces partis révisionnistes.

LE DANGER D'UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE

Ce sont ces phénomènes, restriction de la sphère d'influence de l'impérialisme du fait de la lutte des pays du Tiers-Monde, déclin de l'impérialisme US, extension de la pénétration du social-impérialisme soviétique dans de nombreuses régions du monde, qui entraînent un aiguisement important des contradictions entre les deux super-puissances pour le repartage du monde. Les mots de détente, de coexistence pacifique, de statu quo, employés en de nombreuses occasions par l'une ou l'autre des deux super-puissances cachent mal la vérité; c'est à dire le fait que l'impérialisme US comme le social-impérialisme soviétique se préparent à la guerre: les accords sur le désarmement, dont on nous a maintes fois parlé, vise en fait soit à assurer aux deux super-puissances le monopole d'un certain type d'armement, soit à limiter une production donnée d'un type de missile, mais ne limitant pas le caractère destructif de cet armement puisque toute liberté est laissée à chacune des deux super-puissances pour renforcer la charge d'explosifs que porte ce missile. Jusqu'à présent l'affrontement entre les deux super-puissances s'est déroulé par pays interposés dans des conflits locaux comme lors de l'agression de l'Inde contre le Pakistan, agression imaginée, autorisée et soutenue par l'URSS. Mais de plus en plus avec l'aiguisement de leur rivalité, chaque point de confrontation comporte des dangers de guerre mondiale importants, parce que l'impérialisme US ne peut consentir sans cesse de voir empiéter sa zone d'influence, parce que le social-impérialisme manifeste une exigence de plus en plus forte à faire repartager le monde à son profit.

Quand on constate les modifications de la situation au Moyen Orient ou en Europe intervenues ces dernières années par exemple, on est obligé de voir dans ces régions des foyers de guerre mondiale possibles. Au Moyen Orient, par exemple, la situation s'est modifiée de manière importante depuis la guerre de 73. Le social-impérialisme soviétique a multiplié les manœuvres pour s'immiscer dans la politique des états arabes, pour se rendre indispensable par ses fournitures d'armes, pour tenter de dévoyer la résistance palestinienne de son objectif. L'impérialisme US peut-il laisser ce jeu-là sans limite alors que la région comporte une partie importante des réserves de pétrole du monde? Les menaces de guerre de Kissinger en direction des pays producteurs de pétrole, la préparation par Israël d'une 5ème guerre d'agression contre les Palestiniens stationnés au Liban, et les manœuvres de l'URSS font de cette région du monde un baril de poudre. Les pays capitalistes d'Europe de l'Ouest, dans le cas d'un tel conflit mettant en jeu l'essentiel de leurs sources d'approvisionnement de pétrole, ne sauraient rester indifférents et l'impérialisme US exercerait vraisemblablement de fortes pressions pour qu'ils s'engagent dans ce conflit à ses côtés.

En Europe d'autre part, qui est l'enjeu stratégique de la rivalité des deux super-puissances du fait du potentiel en hommes et en industrie qu'elle recèle, la situation contient de nombreux germes explosifs. L'une et l'autre des super-puissances concentrent un potentiel militaire massif en Europe même, et à proximité en Méditerranée. Or de ce point de vue les reculs enregistrés par l'impérialisme US et décrits plus haut, au Portugal, en Grèce, peut-être demain en Espagne, ou dans d'autres pays d'Europe, où sont concentrés des dispositifs importants de l'OTAN, (le pacte agressif de l'impérialisme US) risquent de remettre en cause les moyens de sa domination en Europe. Certes l'accession au gouvernement dans certains pays capitalistes d'Europe importants, comme la France et l'Italie, des partis révisionnistes ne signifiera pas automatiquement que ces pays, basculeront dans la zone d'influence du social-impérialisme soviétique, d'abord parce que les partis révisionnistes ne seront pas seuls au gouvernement, ensuite parce qu'à présent ces partis sont apparus principalement comme les défenseurs de leur propre bourgeoisie et secondairement comme les défenseurs du social-impérialisme soviétique. Mais ces partis n'en constitueront pas moins, un point d'appui important pour les nouveaux tsars du Kremlin qui tenteront de faire aboutir leurs pressions et leurs manœuvres à l'aide de ces partis. Une telle situation, parce que l'accession des partis révisionnistes au pouvoir en France et en Italie est une éventualité à envisager compte tenu du développement du mouvement des masses et de la solution de rechange que peut constituer pour la bourgeoisie le recours à un gouvernement de «gauche», recèle de graves dangers pour l'impérialisme US, qui, pour faire face à ses difficultés, tente avec force de soumettre à son leadership les impérialismes européens. Là aussi il y a une source de troubles importants, à la mesure de l'enjeu de la rivalité des deux super-puissances.

Les menaces de guerre mondiale, qui découlent directement des difficultés faites à l'impérialisme par l'essor de la révolution, loin d'être un facteur de découragement, de renonciation à la lutte, sont au contraire un encouragement à la lutte révolutionnaire : nous montrerons dans un prochain article les conséquences de cette situation mondiale pour la révolution en France, les tâches précises que dicte cette situation dans notre lutte aujourd'hui, comment s'articulent lutte pour la révolution en France et lutte contre les deux super-puissances, comment la lutte pour la paix s'intègre dans la lutte pour le socialisme.

Marc ANDRE

Rectificatif : une erreur d'impression a altéré le texte de l'appel du P.C.R. (m-l) pour faire du 21 février une grande journée de mobilisation anti-impérialiste (FR 143). Dans la dernière phrase il fallait lire : «la volonté de lutte de la classe ouvrière est encore aiguisée par les conséquences qu'a pour elle la politique de «redéploiement» économique pratiquée par l'impérialisme français, politique fondée sur la baisse de consommation des masses et sur l'extension du chômage».

Imp. RFI / Dr de Publication C.Rey / N° de Commission Paritaire 51.165 / distribué par les NMPP.